



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Conditions d'éligibilité et de financement : **Fonds Tourisme Durable 2022**

Ce qu'il faut retenir

Opérations éligibles

- Un ou plusieurs investissements et/ou études, sur la base d'une liste pré-définie.

Conditions d'éligibilité

- Le bénéficiaire doit être une TPE ou PME installée en France.
- Pour la plupart des investissements ou études, des devis doivent être présentés lors de la demande d'aide.
- Le coût total de l'opération (composée d'un ou plusieurs investissements et/ou études) doit être supérieur au montant total de l'aide proposée par l'ADEME.

Opérations non éligibles

- Tous les investissements et/ou études n'apparaissant pas dans la liste pré-définie par l'ADEME.
- Toutes les opérations pour lesquelles le montant total d'aide est inférieur à 5 000 € ou supérieur à 200 000 €.

Modalités de calcul de l'aide

- Aide forfaitaire pour chacun des investissements ou études.

1. CONTEXTE

Le 3 septembre 2020, le gouvernement a présenté un plan de relance économique exceptionnel de 100 milliards d'euros intitulé "France Relance"¹.

La transition écologique est au cœur de ce plan : 30 milliards d'euros y sont consacrés afin de réduire nos émissions de carbone de 40 % d'ici 2030 (par rapport à 1990) et de soutenir le développement de technologies vertes.

Dans le cadre de ce plan de relance national et du Fonds Tourisme Durable, l'ADEME lance un dispositif simplifié de financement pour les TPE et PME de la restauration et des hébergements touristiques souhaitant prendre le virage de la transition écologique ou accélérer la mise en œuvre de leur transition écologique. Ce dispositif vise à financer, sous forme de subventions forfaitaires, un ou plusieurs investissements et/ou études réalisés par l'entreprise figurant dans une liste pré-définie de près de 70 opérations possibles.

2. DESCRIPTION DES PROJETS ELIGIBLES

Les opérations éligibles dans le cadre du présent dispositif couvrent un ou plusieurs investissements et/ou études figurant dans une liste pré-définie par l'ADEME.

Les investissements et/ou études n'apparaissant pas dans la liste pré-définie par l'ADEME ne sont pas éligibles.

Par ailleurs, certains investissements et/ou études ne sont éligibles qu'aux structures éligibles au Fonds Tourisme Durable :

- Relevant de certains secteurs d'activités (sur la base du code APE/NAF) : il s'agit d'opérations visant des champs spécifiques de la transition écologique des restaurateurs ou des hébergements touristiques ;
 - Restauration :
 - Restauration traditionnelle - NAF 56.10A,
 - Service de traiteur ayant une activité événementielle - NAF 56.21Z ;
 - Et/ou d'hébergement touristique :
 - Hôtels et hébergements similaires - NAF 55.10Z,
 - Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs - NAF 55.30Z,
 - Hébergements touristiques et autres hébergements de courte durée - NAF 55.20Z,
 - Autres hébergements - NAF 55.90Z.
 - Précisions
 - Pour les meublés de tourisme : la seule déclaration préalable d'activité auprès de la mairie ne suffit pas ni la seule classification en meublé de tourisme. L'établissement doit pouvoir justifier d'une inscription au RCS via un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.
 - Pour les structures du tourisme social avec un code NAF association ou les activités d'agritourisme avec un code NAF agricole, vérifiez votre éligibilité avec le partenaire de l'ADEME.
- Relevant de certains secteurs géographiques (sur la base du code postal) : le Fonds Tourisme Durable cible les structures situées dans les communes éligibles qui sont :
POUR LES TERRITOIRES METROPOLITAINS :
 - 1) les communes rurales peu denses et très peu denses (selon la grille densité communale de l'INSEE 2020).
 - 2) les communes de moins de 20 000 habitants dans les aires d'attraction des villes de moins de 200 000 habitants
 - 3) l'ensemble des "petites villes de demain" comme définies par le programme de l'ANCT

¹ <https://www.gouvernement.fr/france-relance>

POUR LES TERRITOIRES ULTRA-MARINS :

L'ensemble des communes en territoire ultra-marin.

En pratique, le porteur de projet doit donc remplir le tableur « ADEME_Tremplin transition écologique » téléchargeable dans la rubrique « Déposez votre dossier » de la page <https://agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres/2022/fonds-tourisme-durable-restaurateurs-hebergeurs-accelerez-transition?cible=79®ion=28> , pour préciser les investissements et/ou études qu'il s'engage à mettre en œuvre.

3. CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Avant de déposer son projet, il est demandé au porteur de Projet de prendre connaissance des **règles générales** de l'ADEME : <https://www.ademe.fr/aides-financieres-lademe>

Le bénéficiaire doit respecter les engagements suivants :

1. Etre accompagné par un partenaire du Fonds Tourisme Durable et avoir réalisé avec lui un diagnostic et un plan d'actions
2. Pour les restaurateurs, avoir signé la « Charte d'amélioration continue 1000 restaurants durables »

L'opération doit être conforme aux critères d'éligibilité suivants :

1. Etre déposée par un porteur unique via le site agirpourlatransition.ademe.fr (cf. paragraphe 7) ;
2. Etre portée par une structure² disposant d'un numéro de SIRET ;
3. Etre portée par une structure répondant aux critères de définition de **petite ou moyenne entreprise** au sens de la réglementation européenne³ ;
4. Le projet doit porter exclusivement sur un ou plusieurs investissements et/ou études figurant dans la liste prédéfinie par l'ADEME sur la base du tableur « ADEME_Tremplin transition écologique ». Au moment de la demande d'aide, ces investissements et/ou études ne doivent pas être déjà commencés ou commandés lorsque le porteur a recours à un prestataire extérieur ;
5. Le Projet (investissements et/ou études) doit être réalisé sur une durée de 18 mois maximum ;
6. Transmettre la fiche de synthèse « FTD-diagnostic » issue du diagnostic réalisé par le partenaire et si restaurant joindre la « Charte d'amélioration continue 1000 restaurants durables » signée
7. Présenter un ou plusieurs **devis** correspondant aux investissements et/ou études prévus (voir le détail sur le tableur « ADEME_Tremplin transition écologique ») ;
8. Présenter un panel d'investissements et/ou études dont le **montant d'aide total est supérieur à 5 000 € et inférieur à 200 000 €** ;
9. Ne pas avoir sollicité ou bénéficié d'autres aides publiques pour les mêmes dépenses ;
10. Ne pas avoir atteint le maximum du montant d'aide pouvant être accordé sur la base du régime cadre temporaire SA 56985 modifié (cf. paragraphe suivant). **En pratique, le porteur de projet devra déclarer dans le tableur « ADEME_Tremplin transition écologique » les aides déjà perçues ou demandées sur ce régime d'Aides.**

L'aide sera accordée selon les capacités budgétaires disponibles. Par ailleurs, sur la base de ces éléments, l'ADEME se réserve le droit de ne pas accorder d'aide.

4. FORME ET MODALITES DE CALCUL DE L'AIDE

L'aide est attribuée sous forme d'une subvention forfaitaire.

² A noter que, selon la définition européenne des PME, les associations loi 1901 peuvent être considérées comme des entreprises si elles « exercent régulièrement une activité économique »

³ Correspondant à la définition européenne des Petites et Moyennes Entreprises : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32003H0361&from=FR>

Cela signifie qu'à chaque type d'investissement et/ou étude correspond un montant d'aide pré-défini, soit total (par ex. pour un diagnostic « Modèle d'affaires Tourisme durable Hébergement touristique », l'aide correspond à 2 000 €), soit par unité (par exemple pour l'acquisition de « Luminaire d'éclairage général à modules LED pré-équipé pour la régulation », l'aide correspond à 50 € par luminaire).

Les montants de ces subventions forfaitaires sont précisés dans le tableur « ADEME_Tremplin transition écologique ».

L'aide totale forfaitaire apportée par l'ADEME correspond à la somme des aides requises pour chacun des investissements et/ou études sollicités par l'entreprise.

Les aides apportées dans le cadre du présent dispositif ne sauraient en aucun cas couvrir l'intégralité du coût total des investissements et des études. **Le coût total de l'opération** doit donc être indiqué par le bénéficiaire, sur la base de devis et/ou d'une estimation sous sa responsabilité, et doit être supérieur au montant total des aides apportées par l'ADEME.

Enfin l'aide apportée dans le cadre du présent dispositif est accordée sous le régime cadre temporaire SA. 56985 modifié applicable aux aides octroyées.

En pratique ce régime impose de ne pas dépasser un montant maximum d'aides publiques par structure accordées sur la base de ce régime, soit 2 300 000 €⁴. Chaque porteur de projet devra donc préciser les aides qu'il a déjà reçu sur la base de ce régime dans l'attestation sur l'honneur à compléter à l'appui de la demande d'aide :

- Si le porteur de projet a déjà atteint ce maximum d'aide, il ne pourra pas être soutenu par l'ADEME ;
- Si l'aide totale calculée sur la base du tableur « ADEME_Tremplin transition écologique », cumulée avec les aides précédemment reçues, n'excède pas ce plafond, elle sera accordée en totalité ;
- Sinon l'aide de l'ADEME sera réduite pour que l'entreprise ne dépasse pas ce plafond.

5. CONDITIONS DE VERSEMENT

Le versement de l'aide est réalisé selon les modalités indiquées dans le contrat de financement et comprendra :

- Une avance de 30% à la notification de la décision d'aide ;
- Un versement final de 70% à la fin de l'opération, sur la base d'une attestation certifiée sincère de la réalisation de l'opération par le porteur de projet.

Par ailleurs, le montant d'aide définitivement versé pourra être revu à la baisse dans l'hypothèse où le Bénéficiaire viendrait à percevoir d'autres aides publiques en cours de convention ainsi que dans l'hypothèse où le porteur ne réaliserait pas en intégralité les investissements et études projetés.

Des contrôles par sondage de la réalité des investissements et/ou études seront réalisés, en fin d'opérations, par l'ADEME. En cas de non-respect des conditions contractuelles, la restitution des aides pourra être demandée au bénéficiaire.

6. ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Une fois le Projet sélectionné, les bénéficiaires sont tenus de mentionner le soutien apporté par l'ADEME – France Relance dans leurs actions de communication et la publication de leurs résultats avec la mention unique - « *ce Projet a été soutenu par l'ADEME dans le cadre de France Relance* », et les logos de l'ADEME et de France Relance.

⁴ Sauf pour les entreprises de certains secteurs spécifiques: agriculture (montant maximum d'aide publique de 100 000 €) et pêche (montant maximum d'aide publique de 120 000 €)

L'Etat et l'ADEME se réservent le droit de communiquer sur les objectifs généraux du dispositif « Fonds Tourisme Durable », sur ses enjeux et sur ses résultats, sur la base des informations diffusables.

Enfin, les bénéficiaires sont tenus à une obligation de transparence et de reporting vis-à-vis de l'ADEME, qui devra réaliser une évaluation ex-post des Projets et de leurs retombées. En particulier, ils s'engagent à partager avec l'ADEME, à sa demande ou à celle de tiers mandatés par elle, des informations sur les résultats des investissements et/ou études réalisés dans le cadre du présent dispositif.

Pour bénéficier des aides spécifiques restaurant Fonds Tourisme Durable, les restaurateurs devront signer la « Charte d'amélioration continue 1000 restaurants durables »

7. CONDITIONS DE DEPOT SUR AGIR

IMPORTANT !

Dans un premier temps il vous est demandé de renseigner le tableur « ADEME_Tremplin transition écologique » et de l'enregistrer sur votre poste.

Ce tableur est disponible sur la page d'accueil du guichet Fonds Tourisme Durable <https://agirpoulatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres/2022/fonds-tourisme-durable-restaurateurs-hebergeurs-accelerez-transition?cible=79®ion=28> rubrique « Déposez votre dossier ».

Dans un second temps, vous devez déposer votre demande d'aide en ligne, toujours à partir de la page <https://agirpoulatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres/2022/fonds-tourisme-durable-restaurateurs-hebergeurs-accelerez-transition?cible=79®ion=28> remplir le tableur « ADEME_Tremplin transition écologique »

Pour cette étape, vous devrez dans un premier temps (onglet « J'identifie mon entreprise ») préciser des éléments surs :

- Votre structure : code NAF/APE et localisation géographique ;
- D'éventuelles aides publiques sollicitées ou déjà reçues par votre structure sur la base du régime cadre temporaire SA 56985 modifié.

Sur la base de ces informations apparaîtront dans l'onglet « Je choisis mes actions » tous les investissements et/ou études pour lesquels vous pourriez bénéficier d'une aide⁵.

C'est à vous de préciser lesquels vous vous engagez à réaliser. Sur la base des informations que vous renseignez, le coût total de l'opération ainsi que le montant maximum prévisionnel de l'aide ADEME (avant analyse) s'affichent.

Enregistrez ce fichier excel sur votre poste : il sera ensuite transmis à l'ADEME via la plateforme Agir (cf. paragraphe suivant).

7.1. Déposer votre dossier sur www.agirpoulatransition.ademe.fr

Lors du dépôt de votre demande d'aide en ligne sur agirpoulatransition.ademe.fr, vous serez amenés à compléter notamment les informations suivantes en les personnalisant.

Préparer les éléments administratifs vous concernant (onglets « Demandeur » et « Contacts »)

Il conviendra de saisir en ligne les informations suivantes : SIRET, définition PME, noms et coordonnées (mail, téléphone) du représentant légal, du responsable technique, du responsable administratif ...

Continuer à saisir votre demande technique : nous vous suggérons de reprendre les formulations ci-dessous, à compléter suivant votre projet dans l'onglet « Description ».

- Cible du projet

⁵ Certains investissements et/ou études sont spécifiques aux entreprises relevant de secteurs d'activité ou de zones géographiques particuliers

Sélectionnez :

Entreprises

- Type de projet

Sélectionnez :

Investissements

- Thème du projet

Sélectionnez :

Autres

- Description du projet

Copier/coller dans ce champ :

Le projet consiste en [XXX = nombre de lignes retenues dans l'onglet « Synthèse de ma demande » du tableur « ADEME_Tremplin transition écologique »] investissements et/ou études

- Contexte du projet

Copier/coller dans ce champ :

La structure a été affectée par la pandémie de Covid 19. Elle profite de cette période pour prendre le virage de la transition écologique [ou accélérer dans la mise en œuvre de leur transition écologique]

- Objectifs et résultats attendus

Copier/coller dans ce champ :

Ce projet a pour objectif d'améliorer l'implication de l'entreprise en matière de transition écologique en profitant du plan de relance.

Continuer à saisir les dépenses prévisionnelles de votre projet

- Coût total du projet

Reprenez le total calculé dans le tableur « ADEME_Tremplin transition écologique », onglet « Synthèse de ma demande »

- Liste des dépenses prévisionnelles

Ajoutez UNE SEULE dépense, en précisant :

- Poste- Catégorie de dépenses : « Autre, préciser »

- Précision : « Plan de relance Fonds Tourisme Durable »

- Montant : reprenez le coût total du projet

Continuer à saisir le financement de votre projet

- Sollicitation d'une aide financière sous forme de

Sélectionnez :

Subvention

- Plan de financement prévisionnel

Aide ADEME escomptée : reprenez le montant maximum prévisionnel de l'aide ADEME (avant analyse) calculé dans le tableur « ADEME_Tremplin transition écologique », onglet "Synthèse de ma demande»
Renseigner les autres aides sollicitées sur votre projet s'il y en a.

Continuer à ajouter des documents

Vous devez fournir sur la plateforme en ligne les documents suivants (le nom de fichier ne doit pas comporter plus de 100 caractères, espaces compris) :

- ❑ Le tableur « ADEME_Tremplin transition écologique » reprenant l'ensemble des investissements et/ou études auxquels vous vous engagez. Il doit être enregistré sous le nom suivant : « votre numéro SIRET_Tremplin transition écologique (remplacez simplement ADEME par votre numéro SIRET)
- ❑ Les devis correspondant à ces investissements et/ou études lorsqu'ils sont demandés (cf. tableur « ADEME_Tremplin transition écologique »), sous la forme d'un unique document PDF regroupant tous ces documents avec le cadre d'engagement 1000 restaurants signés pour les structure avec une activité de restauration ;
- ❑ Le fichier récapitulatif des dépenses pour justifier des études et investissements si dépenses unitaires inférieures à 500€ (cf le fichier « Récapitulatif-investissements-si-inférieurs-500euros-fonds-tourisme-durable »)
- ❑ Un relevé d'identité bancaire (BIC – IBAN) ;
- ❑ La fiche de synthèse « FTD-diagnostic » issue du diagnostic réalisé par le partenaire
- ❑ Si restaurant, la « Charte d'amélioration continue 1000 restaurants durables » signée

Il est conseillé de compresser les fichiers, d'une taille importante, avant leur intégration dans votre demande d'aide dématérialisée et de donner un nom de fichier court.

8. EN SAVOIR PLUS

Le plan de relance du gouvernement : <https://www.gouvernement.fr/france-relance>

Les aides de l'ADEME pour les entreprises : <https://agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/>

En application des articles L. 131-3 à L.131-7 et R.131-1 à R.131-26 du Code de l'environnement, l'ADEME peut délivrer des aides aux personnes physiques ou morales, publiques ou privées, qui conduisent des actions entrant dans le champ de ses missions, telles que définies par les textes en vigueur et notamment ceux précités.

Les aides de l'ADEME ne constituent pas un droit à délivrance et n'ont pas un caractère systématique. Elles doivent être incitatives et proportionnées. Leur attribution, voire la modulation de leur montant, peuvent être fonction de la qualité de l'opération financée, des priorités définies au niveau national ou local, ainsi que des budgets disponibles. L'ADEME pourra, par ailleurs, décider de diminuer le montant de son aide en cas de cofinancement de l'opération.

Les dispositions des règles générales d'attribution des aides de l'ADEME sont disponibles sur le site internet de l'ADEME à l'adresse suivante : <https://www.ademe.fr/dossier/aides-lademe/aides-financieres-lademe>.

9. LISTE DES ACTIONS ELIGIBLES ET DESCRIPTION DETAILLÉE

Mise à jour : 29-04-22

* Ce tableau est donné à titre indicatif. Pour calculer l'aide à laquelle vous avez effectivement droit, connectez-vous à :

<https://agirpoulatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres/2022/tremplin-transition-ecologique-pme?cible=79>

** si pas de commentaire : toutes les PME sont éligibles

*** l'aide ne dépassera pas 80% du montant total des investissements, sauf pour l'isolation et la ventilation du bâtiment où elle ne dépassera pas 40%

FONDS TOURISME DURABLE				
Tremplin pour la transition écologique des restaurants et des hébergements touristiques éligibles				
Liste des actions éligibles *				
Action	Type	Périmètre**	Aide max***	Unité
Mes actions liées à la restauration durable - FONDS TOURISME DURABLE				
(aide max totale dans cette catégorie = 50 000 €)				
Modèle d'affaires Restauration durable	Diagnostiques et études	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	2000	€
Formation à la cuisine durable et aux éco-gestes en restauration	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	2000	€
Communication - Supports/actions de communication valorisant la restauration durable	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	2000	€
Evolution des approvisionnements et des menus	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	2500	€
Lutte contre le gaspillage alimentaire	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	2500	€
Prévention des déchets non alimentaires en restauration	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	2500	€
Energie - Economie d'énergie en cuisine	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	5000	€
Energie - Confort d'été et d'hiver lié à l'activité de restauration	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	3000	€
Eau - Dispositifs d'économie d'eau en cuisine	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	2000	€
Eau - Dispositifs d'économie d'eau dans les sanitaires des restaurants / de l'activité de restauration	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	500	€
Eau - dispositifs d'économie d'eau pour les espaces extérieurs et potagers liés à l'activité de restauration	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	400	€
Mes actions liées aux hébergements touristiques durables - FONDS TOURISME DURABLE				
(aide max totale dans cette catégorie = 50 000 €)				
Modèle d'affaires Tourisme durable Hébergement touristique	Diagnostiques et études	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	2000	€
Formation aux éco-gestes pour un hébergement touristique durable	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	2000	€
Communication - Supports de communication valorisant l'hébergement touristique durable	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	2000	€
Energie - Accompagnement pour le financement de la rénovation globale	Diagnostiques et études	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	3000	€
Energie - Maîtrise des besoins de chauffage des chambres	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	60	€/chambre ou € / pièce
Energie - Sèche-linge professionnel de grande efficacité énergétique et lave linge	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	800	€/ kg linge (capacité)
Energie - Bâche de nuit pour piscine	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	5000	€
Energie & Confort d'été - actions sur les ouvertures (fenêtres)	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	200	€/fenêtre
Energie & Confort d'été - végétalisation	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	2400	€
Eau - Dispositifs d'économie d'eau pour les salles de bain des chambres ou des sanitaires liés à l'activité d'hébergement	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	160	€/chambre ou €/douche
Eau - Toilettes sèches pour les chambres et sanitaires liés à l'activité d'hébergement	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	200	€/toilette sèche
Mobilité - Abri vélo équipé de production photovoltaïque pour la recharge	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	800	€/vélo dans la limite de 10 vélos
Déchets - Prévention des déchets non alimentaires dans les hébergements	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	2500	€

Mes actions de rénovation globale des bâtiments et de qualité de l'air (aide max totale dans cette catégorie = 50 000 €)				
Accompagnement à la baisse des consommations d'énergie des bâtiments imposée par le « décret tertiaire » : audit énergétique	Diagnostics et études		1 100 ou 1,5	€ ou € / m ² au sol suivant surface
Maîtrise d'œuvre (MOE) pour rénovation globale d'un ou plusieurs bâtiments pour viser un objectif de 50% d'économie d'énergie	Diagnostics et études		5%	des travaux d'isolation et ventilation
Diagnostic sur la qualité de l'air (intérieur et extérieur) de l'entreprises	Diagnostics et études		2 000	€
Solaire photovoltaïque en autoconsommation pour les PME de Corse et d'Outre-Mer	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable + OM + Corse	1400 à 2400	€ / kW crête selon puissance installée
Solaire photovoltaïque autonome pour les activités économiques non raccordées au réseau électrique des PME de Corse et d'Outre-Mer	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable + OM + Corse	4800	€ / kW crête
Brasseurs d'air des PME de Corse et d'Outre-Mer	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable + OM + Corse	250	€ / brasseur
Mes actions liées à l'isolation et la ventilation de mon bâtiment tertiaire (aide max totale dans cette catégorie = 50 000 €)				
Isolation des combles perdus	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	8	€ / m ² d'isolant
Isolation des rampants de toiture et plafonds de combles	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	15	€ / m ² d'isolant
Isolation des planchers bas sur « espace non chauffé »	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	10	€ / m ² d'isolant
Isolation des murs par l'intérieur	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	15	€ / m ² d'isolant
Isolation des murs par l'extérieur	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	40	€ / m ² d'isolant
Isolation des toitures-terrasses ou couverture de pente inférieur à 5%	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	40	€ / m ² d'isolant
Ventilation mécanique double-flux	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	2000	€
Mise en place d'un système de gestion technique du bâtiment (GTB) de classe B ou A	Investissement	Critères d'éligibilité Fonds Tourisme Durable	10	€ / m ²
Mes actions liées à l'éclairage (aide max totale dans cette catégorie = 50 000 €)				
Luminaires à modules LED régulés en fonction de l'éclairage naturel et la détection de présence	Investissement		50	€/point lumineux
Augmenter l'éclairage naturel grâce à des lanterneaux d'éclairage zénithal	Investissement		100	€/lanterneau
Augmenter l'éclairage naturel grâce à des conduits de lumière naturelle	Investissement		100	€/conduit
Eclairage extérieur par luminaires LED	Investissement		50	€/point lumineux
Mes actions liées à l'efficacité énergétique des équipements de froid commercial (aide max totale dans cette catégorie = 50 000 €)				
Isolation des meubles de vente réfrigérés et/ou des chambres froides	Investissement		350	€/équipement
Remplacement de fluides dans les équipements frigorifiques commerciaux pour utiliser des fluides frigorigènes ayant moins d'impact sur le réchauffement climatique	Investissement		350	€/équipement
Remplacement de meubles frigorifiques anciens avec groupe froid intégré par des équipements équivalents neufs avec des fluides frigorigènes moins impactant sur le changement climatique	Investissement		700	€/équipement
Remplacement d'équipements frigorifiques commerciaux anciens par des équipements neufs à groupe froid déporté avec des fluides frigorigènes moins impactant sur le changement climatique	Investissement		3 500	€/équipement
Mes actions liées à la mobilité (aide max totale dans cette catégorie = 50 000 €)				
Véhicule utilitaire léger frigorifique neuf : achat d'un groupe frigorifique électrique	Investissement		5 000	€
Vélo cargo pour un usage professionnel	Investissement		1 500	€
Abris sécurisé à vélo avec toit	Investissement		500	€/2 vélo abrités

Tremplin pour la transition écologique des PME Liste des actions éligibles *

Tremplin pour la transition écologique des PME Liste des actions éligibles *			
Mes actions pour la lutte contre le changement climatique (aide max totale dans cette catégorie = 50 000 €)			
Vous organiser pour réduire les émissions de gaz à effet de serre : élaborer une stratégie (démarche ACT® pas à pas)	Diagnostics et études		25 000 €
Evaluer votre stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre (Evaluation ACT®)	Diagnostics et études		4 000 €
Mes actions liées à la production de chaleur et de froid de mon bâtiment existant			
Géothermie sur champ de sondes et géostructures énergétiques inférieure à 25 MWh EnR/an	Investissement	sont exclues : Grand-Est, Pays-de-la-Loire, Centre-Val de Loire, Ile de France, Normandie, Hauts de France	800 €/MWh
Géothermie sur échangeurs compacts (corbeilles ou murs géothermiques) inférieure à 25 MWh EnR/an	Investissement	sont exclues : Grand-Est, Pays-de-la-Loire, Centre-Val de Loire, Ile de France, Normandie, Hauts de France	700 €/MWh
Géothermie sur eau de nappe, sur eau de mer, sur eaux de surface et sur eaux usées inférieure à 25 MWh EnR/an	Investissement	sont exclues : Grand-Est, Pays-de-la-Loire, Centre-Val de Loire, Ile de France, Normandie, Hauts de France	400 €/MWh
Geocooling	Investissement	sont exclues : Grand-Est, Pays-de-la-Loire, Centre-Val de Loire, Ile de France, Normandie, Hauts de France	200 €/MWh
Pompe à chaleur (PAC) solaire	Investissement	sont exclues : Grand-Est, Pays-de-la-Loire, Centre-Val de Loire, Ile de France, Normandie, Hauts de France	600 €/MWh
Solaire thermique	Investissement	sont exclues : Grand-Est, Pays-de-la-Loire, Centre-Val de Loire, Ile de France, Normandie, Hauts de France	800 à 1000 €/MWh (en fonction de la zone géographique)
Création ou extension d'un réseau de chaleur ou de froid	Investissement	sont exclues : Grand-Est, Pays-de-la-Loire, Centre-Val de Loire, Ile de France, Normandie, Hauts de France	340 €/mètre linéaire
Chaudière biomasse inférieure à 1200 MWh	Investissement	sont exclues : Grand-Est, Pays-de-la-Loire, Centre-Val de Loire, Ile de France, Normandie, Hauts de France	320 €/MWh
Mes actions liées à l'économie circulaire et la gestion des déchets (aide max totale dans cette catégorie = 50 000 €)			
Etat des lieux et proposition pour trier les déchets de bois, papier/carton, métaux, verre et plastiques ainsi que les fractions minérales et le plâtre	Diagnostics et études	Uniquement pour les entreprises dont le volume total de déchets produits est inférieur à 1100 l/semaine	3 000 €
Analyse de process pour la prévention des déchets (méthode Comptabilité des flux de matière)	Diagnostics et études		5 000 €
Diagnostic pour réduire les emballages ou remplacer des emballages plastiques par d'autres	Diagnostics et études		5 000 €
Bilan des matières entrantes dans et sortantes de l'entreprise (méthode Bilan matière)	Diagnostics et études		7 000 €
Récupération des eaux de pluie	Investissement		2 500 € / cuve de 10m3
Compacteurs mécanique (cartons, plastiques, textiles et toutes autres matières valorisables...) et/ou broyeurs de végétaux	Investissement		4 000 €
Préparation des biodéchets : mise en place du tri, pré-collecte, formation du personnel, signalétique	Investissement	Uniquement pour les entreprises produisant moins de 10 t/an de biodéchets	6 000 €
Composteur en bac ou pavillon de compostage pour biodéchets	Investissement	Uniquement pour les entreprises produisant moins de 10 t/an de biodéchets	100 ou 2 000 €/bac ou €/pavillon
Acquisition d'emballage ou de contenants réemployables en substitution du plastique à usage unique	Investissement		5000 €
Mes actions liées à l'écoconception et aux labélisations (aide max totale dans cette catégorie = 50 000 €)			
Premiers pas éco-conception	Diagnostics et études		5 000 €
Mise en œuvre d'un affichage environnemental pour les produits et services de l'entreprise	Diagnostics et études		8 000 €
Dispositif de vérification externe de l'affichage environnemental	Investissement		3 000 €/référence
Mise en œuvre de l'Ecolabel Européen sur les produits ou les services de l'entreprise	Diagnostics et études		12 000 €
Certification ecolabel européen de produits ou service	Investissement		2 000 €/produit ou service
Accompagnement à la labellisation Numérique responsable	Diagnostics et études		3 000 €

* Ce tableau est donné à titre indicatif. Pour calculer l'aide à laquelle vous avez effectivement besoin, connectez-vous à :

<https://agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/dispositif-aide/tremplin-transition-ecologique-pme>

** si pas de commentaire : toutes les PME sont éligibles

*** l'aide ne dépassera pas 80% du montant total des investissements, sauf pour l'isolation et la ventilation du bâtiment où elle ne dépassera pas 40%



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FONDS TOURISME DURABLE

Tremplin pour la transition écologique des restaurants et des hébergements touristiques éligibles

Liste des actions éligibles et description détaillée

Table des matières

ACTIONS ELIGIBLES FONDS TOURISME DURABLE	13
Mes actions pour la restauration durable	13
Mes actions pour les hébergements touristiques durables	20
Mes actions de rénovation globale des bâtiments et de qualité de l'air	26
Mes actions liées à l'isolation et la ventilation de mon bâtiment tertiaire existant	29
Mes actions liées à l'éclairage	34
Mes actions liées à l'efficacité énergétique des équipements de froid commercial	36
Mes actions liées à la mobilité.....	37
ACTIONS ELIGIBLES à TREMPLIN POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE DES PME :.....	39
Mes actions pour la lutte contre le changement climatique	40
Mes actions liées à la production de chaleur et de froid pour mon bâtiment existant	41
Mes actions liées à l'économie circulaire et la gestion des déchets	46
Mes actions liées à l'écoconception et aux labélisations	50

Version du 29/04/2022

Ce tableau est donné à titre indicatif. Pour calculer l'aide à laquelle vous avez effectivement besoin, et vérifier les descriptions à jour des actions, connectez-vous à : <https://agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/dispositif-aide/fonds-tourisme-durable>

ACTIONS ELIGIBLES FONDS TOURISME DURABLE

Mes actions pour la restauration durable		Aide max **	Unité
Modèle d'affaires Restauration durable	<p>Un consultant peut vous accompagner dans l'établissement d'un nouveau modèle d'affaires qui visera à mettre en parallèle les évolutions envisageables vers la restauration durable et son impact sur les coûts et la réponse à l'évolution de la demande.</p> <p>Le prestataire évaluera les modalités de mise en œuvre et notamment l'impact financier (investissements et revenus attendus) d'une évolution de l'activité de restauration vers le déploiement de tout ou partie des volets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Carte de restauration plus durable : équilibre et diversité alimentaire (menus bas carbone, végétalisation des menus...), origine des approvisionnements ;- Circuits courts de proximité et valorisation des produits de qualité, locaux et de saison ;- Nouvelles pratiques culinaires et de conception des menus (modes de cuisson, choix des liaisons et fonds de sauce, mesure des ingrédients ...), augmentation du « fait maison »- Pratiques de lutte contre le gaspillage alimentaire, gestion des pertes alimentaires en cuisine et en salle- Maîtrise des consommations (énergie, eau) et contrats d'énergie verte ;- Mobilités douces des clients ;- Valorisation du patrimoine naturel (ex : refuge LPO).- Définition d'une politique d'achat responsable <p>Le prestataire remettra le rapport final à l'établissement, qui le tiendra à disposition de l'ADEME.</p>	2000	€
Formation à la cuisine durable et aux éco-gestes en restauration	<p>Cette action vise à encourager la formation du personnel temporaire et permanent aux enjeux et techniques de l'alimentation durable et aux éco-gestes en restauration.</p> <p>Vous pouvez bénéficier d'une aide pour financer une formation courte pour un ou plusieurs salariés de l'entreprise sur les cuisines végétales ou alternatives, la lutte contre le gaspillage alimentaire, les éco-gestes en restauration, les enjeux environnementaux de l'alimentation, l'alimentation durable etc.</p>	2000	€

	La formation doit être dispensée par un organisme de formation habilité. Le bénéficiaire conservera les attestations de formation qu'il tiendra à disposition de l'ADEME.		
Communication - Supports/actions de communication valorisant la restauration durable	<p>Cette ligne consiste à soutenir les actions de communication pérennes qui mettent en valeur la démarche durable du restaurant, les producteurs et fournisseurs locaux, ainsi que les écogestes dans le restaurant pour les salarié.e.s et pour les client.e.s : achat de supports de communication matériels ou numérique pérennes et/ou actions immatérielles à vocation pérenne.</p> <p>En activant cette ligne, le bénéficiaire s'engage à mettre en avant auprès des clients et des salariés l'alimentation durable, la lutte contre le gaspillage, les approvisionnements de proximité et circuits courts, les éco-gestes ou les engagements environnementaux.</p> <p>Vous pouvez bénéficier d'une aide pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des achats de supports de communication matériels ou numériques pérennes : <ul style="list-style-type: none"> o L'achat de panneaux/supports en matériaux durables <u>pour les menus du jour</u> ; le renouvellement des cartes pour l'évolution de celle-ci en lien avec les engagements pris et la mise en valeur des approvisionnements locaux / sous labels, à l'exclusion des supports à usage unique. Les panneaux d'affichage électroniques ou écrans ne sont pas éligibles. o L'achat de tableaux/panneaux/supports d'affichage en matériaux biosourcés, naturels ou recyclables, ou supports imprimés à l'exclusion des supports à usage unique <u>pour l'information des client.e.s sur la démarche de transition écologique du restaurant</u> concernant : les actions mises en place sur le restaurant ; les caractéristiques des approvisionnements, notamment alimentaires (local, bio, autres labels...), la valorisation de producteurs partenaires ; le travail réalisé sur les menus et sur la lutte contre le gaspillage ; les éco-gestes au quotidien ; les démarches environnementales du restaurant. Les panneaux d'affichage électroniques ou écrans ne sont pas éligibles. - Les achats de prestations immatérielles : <ul style="list-style-type: none"> o La création ou l'adaptation de supports de communication imprimés ou numériques (prestation intellectuelle), y compris visuels, photos, stratégie de communication o L'adaptation du site internet ou des supports de communication numérique (réseaux sociaux, plates formes engagées sur la restauration durable) ; dans ce cas le bénéficiaire s'engagera à mettre en place un site éco-conçu et s'appuiera sur les recommandations de l'Institut du numérique responsable. o Référencement et/ou abonnement sur des plateformes de valorisation des restaurants engagés dans des démarches de transition écologique 	2000	€
Evolution des approvisionnements et des menus	<p>Cette action vise à faire évoluer les approvisionnements et les menus, en favorisant ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - La relocalisation du circuit d'approvisionnement - L'augmentation et la mise en œuvre du végétal, les produits de qualité et/ou durables, - L'ancrage dans le territoire, - Le fait-maison via l'usage de produits bruts - La conservation des produits frais. 	2500	€

	<p>Vous pouvez bénéficier d'une aide pour tout matériel de cuisine ou équipement contribuant à l'objectif, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Équipements permettant de travailler des produits bruts, végétaux tels que éplucheuses, essoreuses, robots (yaourtière, centrifugeuse, presse-agrume, sorbetière...), aménagement spécifique pour une légumerie etc... - Équipements nécessaires à la relocalisation des approvisionnements, par exemple emballages navettes avec producteurs locaux - Équipements permettant de faire de la conservation non énergivore à partir de produits locaux/de saison, par exemple : conserves, fermentation, garde-manger etc... - Extension, conversion, création d'un potager et/ou verger selon les principes de l'agriculture biologique (pas de certification demandée). Le restaurateur ne pourra pas afficher « produits AB » s'il n'est pas certifié. Les serres sont éligibles à condition de ne pas être chauffées. 		
Lutte contre le gaspillage alimentaire	<p>Cette action vise à suivre et réduire le gaspillage alimentaire en cuisine et en salle.</p> <p>Vous pouvez bénéficier d'une aide pour tout matériel ou équipement contribuant à l'objectif, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Matériel pour limiter les pertes alimentaires grâce à une meilleure conservation : cellule de refroidissement / surgélation neuve fonctionnant avec un fluide frigorigène ayant un PRG < 1500 (<i>pour un remplacement ou un retrofit, voir « Mes actions liées à l'efficacité énergétique des équipements de froid commercial »</i>), tables/tours réfrigérées si mise en place en vue de la lutte contre le gaspillage fonctionnant avec un fluide frigorigène ayant un PRG < 1500, - Matériel pour limiter contre le gaspillage en cuisine : thermomètre ou autre système de vérification de la température des aliments, étiqueteuses, déshydrateurs alimentaires, machines sous vide (financement de sacs réutilisables uniquement dans le cas de l'achat d'une machine), stérilisateur, pasteurisateur, garde-manger (de préférence en bois naturel) ... - Matériel pour limiter le gaspillage en salle : vaisselle durable adaptable à l'appétit des convives (<i>petites assiettes et grandes assiettes / non éligible dans le cadre d'une création</i>), contenants durables pour permettre les dons (<i>à l'exclusion des contenants en plastique</i>), balance pour tarification différenciée au poids... - Matériel pour suivre le gaspillage alimentaire : matériel de pesée des déchets y compris balances connectées, licence de logiciel de suivi des pesées du gaspillage alimentaire, table de tri ... 	2500	€
Prévention des déchets non alimentaires en restauration	<p>Cette action vise à réduire les déchets non alimentaires, au sein du restaurant / pour l'activité de traiteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des déchets d'emballages - Suppression des produits jetables ou en dose individuelle - Équipements permettant la réduction voire la suppression de la consommation de produits non alimentaires, notamment ceux nécessaires au nettoyage, entretien, lavage <p>Vous pouvez bénéficier d'une aide pour tout matériel ou équipement (hors consommables) contribuant à l'objectif : par exemple, matériel navette fournisseurs, contenants pour stockage de produits vrac, contenants durables pour</p>	2500	€

	<p>substitution des emballages individuels (café, thé, sucre, sauces...), les machines à café en grains (si substitution d'une machine à dosette); achat vaisselle/couverts/serviettes/nappes/dessous de table pour substituer du jetable ; achat de lavettes et équipements de protection (charlottes, gants, masques, ..) réutilisables en substitution de jetable, équipements permettant de supprimer l'utilisation de produits dangereux, mise en place de fontaines à eau ou de filtre à eau en substitution des bouteilles plastiques...</p> <p>La location est éligible uniquement si option d'achat (Les coûts éligibles sont sur la totalité de la durée de la location-achat).</p> <p>Le tri et la gestion des bio déchets sont éligibles sur les lignes Tremplin / Economie circulaire. L'acquisition d'emballage ou de contenants réemployables en substitution d'emballages ou contenants en plastique à usage unique (par ex : achat de contenants consignés pour vente à emporter) sont éligibles sur les lignes Tremplin / Economie circulaire.</p>		
Energie - Economie d'énergie en cuisine	<p>Cette action vise à réaliser des économies d'énergie en cuisine sur les petits équipements de cuisson, lavage et séchage du linge. A noter que le lavage de la vaisselle est concerné par la ligne Eau-Economie d'eau en cuisine.</p> <p>Vous pouvez bénéficier d'une aide pour tout matériel ou équipement contribuant à :</p> <p>1/ réduire la consommation d'énergie liée à la cuisson : seuls sont financés les petits équipements non consommateurs d'énergie (pas les gros équipements consommateurs d'énergie).</p> <p>Par exemple : achat de matériel de cuisson permettant des économies (thermostats/thermomètres), équipements permettant de réduire la consommation des appareils de cuisson existants (ex : détecteur de marmite, ...), couvercles, équipements pour une cuisson basse consommation (marmite norvégienne ...), fours solaires et fours à bois ...</p> <p>A noter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fours et appareils de cuisson consommateurs d'énergie non éligibles, sauf les plaques à induction (voir point 3/ ci-dessous) - L'isolation des meubles réfrigérés et chambres froides et le remplacement d'équipements (armoires frigorifiques, fluides par des matériels avec des fluides émettant moins de gaz à effet de serre), sont visés par d'autres lignes de la rubrique « Mes actions liées à l'efficacité énergétique des équipements de froid commercial ». <p>2/ réduire la consommation d'énergie liée au lavage et au séchage du linge nécessaire à la restauration tels que nappes, serviettes, textiles de cuisine ...</p> <p>Pour les sèche-linge ≥ 8 kg</p>	5000	€

	<ul style="list-style-type: none"> • Seuls sont éligibles les sèche-linge professionnels de forte capacité : poids de linge ≥ 8 kg, • Energie de séchage soit inférieure à 0,25 kWh/kg linge. • Pour exemple, TopTen référence ce type d'équipements jusqu'à 23kg (alors que Topten France ne référence les équipements que jusqu'à 9kg) : https://www.topten.ch/business/products/bus_tumble_driers <p>Pour les lave-linge ≥ 7 kg</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les lave-linge commerciaux ou professionnels de choisir ceux avec une consommation < 7 L par kg de linge lavé • Les lave-linge ménagers doivent appartenir à la classe énergétique A et avoir un indice de réparabilité >7.0 <p>Pour les lave-linge et sèche-linge combinés ≥ 7kg</p> <p>Les lave-linge sèche-linge combinés ménagers doivent appartenir à la classe énergétique A</p> <p>3/ Remplacement de plaques électriques en fonte par des plaques à induction</p>		
Energie - Confort d'été et d'hiver liés à l'activité de restauration	<p>1/ Concernant le confort d'hiver, les actions visent à améliorer le confort thermique à l'intérieur du restaurant et pour la consommation alimentaire en extérieur.</p> <p>CONFORT EXTERIEUR : cette aide exclut tout dispositif de chauffage consommant de l'énergie. Vous pouvez bénéficier d'une aide pour : achat de couvertures, aménagements brise vent etc....</p> <p>POUR LE CONFORT INTERIEUR : Pour maintenir la consommation d'énergie à un niveau raisonnable, il est nécessaire de réguler les températures en fonction des besoins réels et de l'occupation ou non des différentes zones du restaurant. Il est notamment très important de posséder un dispositif de régulation thermique.</p> <p>Vous pouvez bénéficier d'une aide pour financer des robinets thermostatiques de radiateur, un dispositif de détection d'ouverture de fenêtre permettant d'interrompre le chauffage (et la climatisation si elle est présente), un programmateur horaire, ou un système de gestion par zone des consignes des radiateurs.</p> <p>En activant cette ligne, le bénéficiaire s'engage sur des consignes de température selon leur occupation : 20°C à 22°C si restaurant occupé ; 16°C à 18°C si restaurant inoccupé pendant une courte période ; maintien à 12°C-14°C si inoccupé pendant une longue période.</p> <p>2/ Concernant le confort d'été : Cette action vise à la fois à maîtriser les consommations d'énergie liées à la climatisation (en été), et à améliorer le confort thermique sur ces saisons, dans le cadre de l'activité de restauration (bâtiment et extérieurs dédiés à l'activité de restauration).</p>	3000	€

	<p>Les actions ont pour objectif de limiter voire supprimer l'usage de la climatisation par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Amélioration de l'ombrage et la préservation du frais à l'extérieur en été ; ▪ Réduction des apports de chaleur à l'intérieur en agissant sur la protection des ouvertures et l'apport de frais par la végétalisation et la désimperméabilisation (suppression des espaces étanches par des espaces perméables végétalisés) <p>Sont éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Protection des ouvrants : achat et installation de volets, stores pare-soleil intérieurs ou extérieurs, films solaires sur les ouvrants... (pas de remplacement d'équipements déjà existants mais rénovation ou réparation possible) ▪ Création de rafraîchissement par ombrage et évapotranspiration des plantations pour espaces extérieurs de restauration et ombrage des vitrages et murs = uniquement par végétalisation : plantation, pergolas en bois naturel avec ombrage végétal ▪ Végétalisation (plantations endogènes adaptées aux futures conditions climatiques et cohérentes avec la biodiversité locale : choisir des plantes peu gourmandes en eau et privilégier le paillage) : étude climatique et paysagère, préparation et plantation des murs végétaux ▪ Travaux de désimperméabilisation ▪ Plantations adaptées aux conditions climatiques <p>Non éligibles : rideaux, voilages, ombrières, changement de menuiseries en double vitrage</p>		
<p>Eau - Dispositifs d'économie d'eau en cuisine</p>	<p>Cette action vise à réaliser des économies d'eau en cuisine pour le lavage et la préparation des repas. Cette action concerne les points d'eau des cuisines. Vous pouvez bénéficier d'une aide pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Robinetterie : Les économiseurs d'eau, les mitigeurs d'eau ... - Les équipements pour récupérer ou réutiliser l'eau - Les équipements de lavage économes en eau et les lave-vaisselle selon critères eau + énergie mentionnés ci-dessous - Equipements de suivi des consommations d'eau <p>L'auto-installation des équipements économiseurs d'eau est autorisée.</p> <p>Pour les lave-vaisselle, l'obligation de respecter les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les lave-vaisselle professionnels, eau de rinçage finale de la machine principale : max 3.0 litres/panier (selon Ecolabel Nordic swan) • Pour les lave-vaisselle de type ménager : (selon ecolabel européen sur les hébergements) : <ul style="list-style-type: none"> ○ Lave-vaisselle ménagers 13 à 15 couverts : max 10 l eau / cycle 	<p>2000</p>	<p>€</p>

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Lave-vaisselle ménagers 9 à 12 couverts : max 9 l / cycle ○ OU appartenir à la classe énergétique A 		
Eau - Dispositifs d'économie d'eau dans les sanitaires des restaurants / de l'activité de restauration	<p>Cette action vise à réaliser des économies d'eau dans les sanitaires des restaurants / de l'activité de restauration (sanitaires du personnel et/ou des convives).</p> <p>Vous pouvez bénéficier d'une aide pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Equipements des lavabos : les économiseurs d'eau, les robinets mitigeurs pour les lavabos : - Equipements pour les WC : Les chasses d'eau à double commande et/ou plaquette de réservoir pour les toilettes. - Urinoirs avec écoulement déclenché en fonction de la présence, urinoirs sans eau - Equipements de suivi des consommations d'eau - Les toilettes sèches, qui ne requièrent aucune utilisation d'eau. Plusieurs systèmes existent (à compost, à séparation etc.) pouvant convenir aux différentes contraintes d'usage ou de bâtiment. Avant installation, le bénéficiaire se renseignera auprès des compétences locales pour connaître la réglementation inhérente aux départements en matière de toilettes sèches. <p>L'auto-installation des équipements économiseurs d'eau est autorisée.</p> <p>Le bénéficiaire s'engage à mettre en place simultanément une information de ses clients aux éco-gestes et aux économies d'eau.</p>	500	€
Eau - dispositifs d'économie d'eau pour les espaces extérieurs et potagers liés à l'activité de restauration	<p>Cette action vise à réaliser des économies d'eau sur les espaces verts directement liés à l'activité de restauration : espaces extérieurs de restauration (jardin, terrasse) et potager/verger lié à l'activité de restauration (herbes aromatiques, production de fruits/légumes utilisés en cuisine).</p> <p>Vous pouvez bénéficier d'une aide pour les dispositifs d'arrosage économes d'arrosage (goutte à goutte etc.), les dispositifs limitant l'évaporation (paillage, ...), la culture d'espèces peu gourmandes en eau, adaptées au climat local, le raccordement à un puits existant, récupérateur d'eau de pluie de moins de 10 m3 (au-delà de 10 m3, une aide Tremplin générique est proposée), système de phytoépuration</p> <p>En bénéficiant de cette aide, le bénéficiaire s'engage à cultiver/entretenir en priorité des espèces peu gourmandes en eau, adaptées au climat local, privilégier le paillage, et à privilégier les sources d'eau non issues du réseau d'eau potable (par exemple récupération des eaux de pluie).</p> <p>L'auto-installation des équipements économiseurs d'eau est autorisée.</p>	400	€

Mes actions pour les hébergements touristiques durables			
Modèle d'affaires Tourisme durable Hébergement touristique	<p>Un consultant peut vous accompagner dans l'établissement d'un nouveau modèle d'affaires qui visera à mettre en parallèle les évolutions envisageables vers la transition écologique et son impact sur les coûts et la réponse à l'évolution de la demande.</p> <p>Le prestataire évaluera les modalités de mise en œuvre et notamment l'impact financier (investissements et revenus attendus) d'une évolution vers tout ou partie des volets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise des consommations et contrats d'énergie verte ; - Circuits courts et valorisation des produits de qualité, locaux et de saison pour le volet alimentaire; - Mobilités douces des clients ; - Valorisation du patrimoine naturel (ex.: refuge LPO) ; - Attractivité de nouveaux clients avec la proposition de nouveaux services dits durables (hébergements alternatifs, activités touristiques) - Mise en place d'une démarche de management environnementale comprenant notamment une charte des éco-gestes à respecter dans l'établissement en fonction des différents métiers et postes (eau, énergie, déchet) et un plan d'actions des engagements de transition écologique à venir Cette charte pourra être mise à disposition des nouveaux arrivants et des saisonniers sous forme de livret d'accueil - Définition d'une politique d'achat responsable <p>Le prestataire remettra le rapport final à l'établissement, qui le tiendra à disposition de l'ADEME.</p>	2000	€
Formation aux éco-gestes pour un hébergement touristique durable	<p>Cette action a pour objectif de fournir une formation sur les enjeux environnementaux d'un hébergement touristique ou une formation courte sur les éco-gestes que les salariés peuvent mettre en place en lien avec l'activité d'hébergement pour le nettoyage, la qualité de l'air intérieur, la sensibilisation des clients, l'utilisation de l'eau ou l'énergie etc.</p> <p>La formation doit être dispensée par un organisme de formation habilité. Le bénéficiaire conservera les attestations de formation qu'il tiendra à disposition de l'ADEME.</p> <p>Idéalement, cela doit être doublé de la mise en place d'une charte « éco-geste » personnalisée à l'établissement qui sera mise à disposition via un livret d'accueil de tous les nouveaux arrivants ainsi que des saisonniers qui ne pourraient pas bénéficier d'une formation systématique.</p>	2000	€
Communication - Supports de communication valorisant l'hébergement touristique durable	<p>Cette ligne consiste à soutenir les actions de communication pérennes qui mettent en valeur la démarche durable du restaurant, les fournisseurs locaux, ainsi que les écogestes dans l'hébergement pour les salarié.e.s et pour les client.e.s :</p> <p>achat de supports de communication matériels ou numérique pérennes et/ou actions immatérielles à vocation pérenne.</p> <p>En activant cette ligne, le bénéficiaire s'engage à mettre en avant auprès des clients et des salariés : les éco-gestes ou les engagements environnementaux (économie d'eau ou d'énergie etc...) ...</p> <p>Vous pouvez bénéficier d'une aide pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des achats de supports de communication matériels pérennes : 	2000	€

	<ul style="list-style-type: none"> ○ L'achat de tableaux/panneaux/supports d'affichage en matériaux biosourcés, naturels ou recyclables, ou supports imprimés à l'exclusion des supports à usage unique <u>pour l'information des client.e.s sur la démarche de transition écologique de l'hébergement</u> concernant : les éco-gestes au quotidien, les démarches environnementales de l'hébergement, les certifications ou labélisations obtenus, la valorisation des mobilités alternatives ou douces au départ de l'établissement. → Les panneaux d'affichage électroniques ou écrans ne sont pas éligibles. - Les achats de prestations immatérielles auprès d'une agence de communication : <ul style="list-style-type: none"> ○ La création de nudges (élément de communication qui participe au déploiement des éco-gestes via le des leviers décisionnels psychosociologiques comme le jeu ou le regard des autres) permettant de sensibiliser les clients aux éco-gestes à adopter au quotidien ○ La création ou l'adaptation de supports de communication imprimés ou numériques (prestation intellectuelle), y compris visuels, photos, vidéos, stratégie de communication ○ L'adaptation du site internet pour en faire un site éco-conçu s'appuiera sur les recommandations de l'Institut du numérique responsable ; ○ La mise à jour du site internet ou de la présence sur les réseaux sociaux, la présence sur les plateformes de réservation (mettant en avant les engagements des établissements dans la transition écologique) valorisant les engagements développement durable de l'hébergement touristique <p>En activant cette ligne, le bénéficiaire s'engage à mettre en avant auprès des clients et des salariés les éco-gestes, les circuits courts ou les engagements environnementaux.</p>		
Energie - Accompagnement pour le financement de la rénovation globale	<p>En complément de la ligne "MOE pour rénovation globale sur un objectif d'économie d'énergie", cette ligne permet d'établir une prestation complémentaire auprès d'un bureau d'étude ou d'un consultant, avec pour objectif de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Établir le plan de financement, en fonction des différents guichets d'aide nationaux, régionaux et locaux, indiquant clairement au bénéficiaire le montant des aides et le reste à charge ; - Préparer les dossiers de demande d'aide auprès de ces guichets avec les renseignements techniques demandés. 	3000	€
Energie - Maîtrise des besoins de chauffage des chambres	<p>Pour maintenir la consommation d'énergie à un niveau raisonnable, il est nécessaire de réguler les températures en fonction des besoins réels et de l'occupation ou non des différentes zones de l'hébergement. Il est notamment très important de posséder un dispositif de régulation thermique dans chaque chambre : la mise en place de systèmes de contrôle autonomes dans les chambres peut permettre d'économiser jusqu'à 30 % d'énergie en chauffage.</p> <p>Vous pouvez bénéficier d'une aide pour financer des robinets thermostatiques de radiateur, thermostat d'ambiance, un dispositif de détection d'ouverture de fenêtre permettant d'interrompre le chauffage seul ou combiné avec la climatisation, carte-coupe circuit couplée chauffage (climatisation) et éclairage ou dispositif de détection de présence, un programmeur horaire, ou un système de gestion par chambre des consignes des radiateurs.</p> <p>En activant cette ligne, le bénéficiaire s'engage sur des consignes de température par chambre (hors été) selon leur occupation : 20°C à 22°C si chambre occupée ; 16°C à 18°C si chambre inoccupée pendant une courte période ; maintien</p>	60	€/chambre ou €/pièce

	à 12°C-14°C si inoccupée pendant une longue période → baisser la température du thermostat d'un degré permet de baisser la facture de 7%		
Energie - Sèche-linge professionnel de grande efficacité énergétique et lave-linge	<p>Vous pouvez bénéficier d'une aide pour l'acquisition d'équipements professionnels qui permettent une économie d'énergie.</p> <p>Pour le calcul de l'aide, si le bénéficiaire investit dans un lave-linge ET un sèche-linge, le forfait sera calculé en ajoutant la capacité en kg de linge des 2 équipements.</p> <p>Sont éligibles :</p> <p>1/ Les sèche-linge ≥ 9 kg</p> <ul style="list-style-type: none"> • Seuls sont éligibles les sèche-linge professionnels de forte capacité : poids de linge ≥ 9 kg, • Energie de séchage soit inférieure à 0,25 kWh/kg linge. • Pour exemple, TopTen référence ce type d'équipements jusqu'à 23kg (alors que Topten France ne référence les équipements que jusqu'à 9kg) : https://www.topten.ch/business/products/bus_tumble_driers <p>2/ Les lave-linge de capacité ≥ 7 kg de linge</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les lave-linge commerciaux ou professionnels de choisir ceux avec une consommation < 7 L par kg de linge lavé • Les lave-linge ménagers : <ul style="list-style-type: none"> ○ Doivent appartenir à la classe énergétique A ○ Et avoir un indice de réparabilité >7.0 <p>2/ Les lave-linge et sèche-linge combinés ≥ 7 kg</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les lave-linge sèche-linge combinés ménagers doivent appartenir à la classe énergétique A 	800	€/kg linge (capacité totale si plusieurs équipements)
Energie - Bâche de nuit pour piscine	<p>La bâche de nuit pour piscine permet de limiter la déperdition calorifique d'au moins 20% en moyenne ainsi que l'évaporation de l'eau.</p> <p>Les bâches opaques permettent également de réduire la consommation de produits de traitement de l'eau en limitant la photosynthèse.</p> <p>A noter de privilégier les modules manuels (dérouleur) ou le cas échéant avec alimentation solaire sont éligibles dans le forfait.</p>	5000	€

	<p>Valable pour les piscines en extérieur comme en intérieur dans les bâtiments couverts</p> <p>Non éligible pour les jacuzzis / spas ou le remplacement d'une bâche existante</p> <p>Le forfait s'entend au global pour 1 établissement quel que soit la taille de la piscine ou le nombre de piscine.</p>		
Energie & Confort d'été - actions sur la protection des ouvertures (fenêtres)	<p>Cette action vise à améliorer le confort en été de votre hébergement touristique et à diminuer voire supprimer les besoins de climatisation, en agissant sur la protection des ouvertures (particulièrement celles exposées à l'ouest et au sud) : achat et installation de volets (non électriques), stores pare-soleil intérieurs et extérieurs, films solaires sur les ouvrants, brise soleil, moustiquaires...</p> <p>L'ensemble de ces actions ne vise pas le remplacement d'équipements déjà existants. L'aide est possible pour un premier achat ou la rénovation et réparation d'équipements existants.</p> <p>Non éligibles : rideaux, voilages, ombrières, changement de menuiseries en double vitrage,</p>	200	€/fenêtre
Energie & Confort d'été - végétalisation	<p>Cette action vise à réduire les apports de chaleur en été vers le bâtiment, en lien avec l'activité d'hébergement. En été, des murs chauds peuvent entraîner une élévation de la température intérieure des bâtiments, ce qui a pour effet d'augmenter la demande en climatisation et, par là même, la consommation d'énergie. Lorsque les murs sont recouverts de plantes et de terre humide, leur température peut être réduite, la baisse pouvant aller jusqu'à 10 °C, ce qui permet de réduire les besoins en climatisation à l'intérieur du bâtiment. Aux abords du bâtiment, les arbres et les sols jouent un rôle important de rafraîchissement, par ombrage et évapotranspiration.</p> <p>Vous pouvez bénéficier d'une aide pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une étude climatique et paysagère (recensement des plantations présentes pour le remplacement par des espèces endémiques) - La préparation et la plantation pour murs végétaux ou toitures végétalisées ; - La désimperméabilisation (suppression des espaces étanches par des espaces perméables végétalisées) et les plantations adaptées aux futures conditions climatiques et cohérentes avec la biodiversité locale - Cultiver/entretenir en priorité des espèces peu gourmandes en eau et à pousse lente (permet de limiter également les biodéchets), adaptées au climat local, à privilégier le paillage, à privilégier les sources d'eau non issues du réseau d'eau potable (par exemple récupération des eaux de pluie), le cas échéant choisir un système d'arrosage économe en eau (goutte à goutte) - L'installation d'une pergola en bois naturel avec ombrage végétal permettant de végétaliser terrasses ou espaces extérieures pour apporter ombre et fraîcheur / les parasols sont non éligibles. 	2400	€
Eau - Dispositifs d'économie d'eau pour les salles de bain des chambres ou des	<p>Cette action concerne les points d'eau des chambres et sanitaires.</p> <p>Les achats éligibles sont :</p>	160	€/chambre ou €/douche

<p>sanitaires liés à l'activité d'hébergement</p>	<p>POUR LES LAVABOS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les économiseurs d'eau : ce sont des petits équipements très simples et peu coûteux que l'on place sur l'embout du robinet, ils permettent de faire des économies d'eau en mélangeant sous pression, de l'air à l'eau du robinet. Le débit normal d'un robinet est d'environ de 12 litres par minute. En utilisant un économiseur d'eau, ce débit peut passer à environ 6 litres par minute (débit variable), sans perte de confort, grâce à l'ajout d'air par le régulateur de débit. Cette action est éligible pour les chambres dans lesquelles les lavabos n'étaient pas équipées de limiteur de débit. Exemple : régulateur de pression, bouchon mousseur, aérateur, débitmètre - Les robinets mitigeurs ou boutons poussoirs : ils sont également conseillés pour économiser l'eau, car ils permettent d'ouvrir ou de fermer l'eau en réglant en même temps le débit et la température. Ainsi, et contrairement aux robinets mélangeurs il n'y a pas besoin de faire couler l'eau jusqu'à obtenir la température et le débit souhaités. L'ouverture et la fermeture du robinet sont possibles en un seul geste, sans modifier la température de l'eau. - Dans les lavabos communs : des détecteurs de mouvement pour éviter les oublis de fermeture <p>POUR LES DOUCHES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les mitigeurs thermostatiques maintiennent la température de l'eau de façon précise. Cette action est éligible pour les chambres dans lesquelles la robinetterie de douche est changée avec un gain en termes de consommation d'eau. - Les dispositifs permettant une arrivée rapide de l'eau chaude (moins de 30 secondes) afin d'éviter l'écoulement d'eau froide (ballon relais, boucle de circulation) - Les douches à recyclage d'eau continue en circuit fermé <p>POUR LES TOILETTES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chasse d'eau à double commande ou double flux, plaquette de réservoir pour les toilettes. Les réservoirs des chasses d'eau classiques contiennent entre 15 litres (les plus anciens) et 6 litres (les plus récents) d'eau potable. Des systèmes de chasses d'eau à double commande (3-6L) existent sur le marché depuis plusieurs années. Sans pour autant remplacer l'ensemble des installations, il est également possible de mettre en place des actions simples et peu coûteuses : dispositif à placer dans le réservoir (éco-plaquette). En fonction des modèles installés, il est possible de faire entre 30 et 50% d'économies d'eau. - Mécanisme permettant d'utiliser de l'eau récupérée pour les chasses d'eau - Urinoirs avec écoulement déclenché en fonction de la présence, urinoirs sans eau <p>EN GENERAL</p> <ul style="list-style-type: none"> - Equipements de suivi des consommations d'eau : installation de sous-compteur par grands usages pour identifier les fuites ou les surconsommations ou mauvaises pratiques (espace chambres / piscines / cuisines / blanchisseries...) Ne sera pas financée l'installation de sous-compteur par chambre. <p>L'auto-installation des équipements économiseurs d'eau est autorisée.</p>		
---	--	--	--

Eau - Toilettes sèches pour les chambres et sanitaires liés à l'activité d'hébergement	Les toilettes sèches ne requièrent aucune utilisation d'eau. Plusieurs systèmes existent (à compost, à séparation etc.) pouvant convenir aux différentes contraintes d'usage ou de bâtiment. Avant installation, le bénéficiaire se renseignera auprès des compétences locales pour connaître la réglementation inhérente aux départements en matière de toilettes sèches.	200	€/toilette sèche
Mobilité - Abri vélo équipé de production photovoltaïque pour la recharge	<p>L'abri s'assurera d'un impact limité sur l'artificialisation des sols. Le toit de l'abri, correctement orienté, est équipé de modules photovoltaïques. Cette ligne est compatible avec un contrat d'autoconsommation. L'investissement est limité à 10 emplacements vélos.</p> <p>Celui-ci doit être conforme au référentiel du programme CEE Alvéole : https://drive.google.com/file/d/14oef0j1SwHWJO4WYPoIXVkbFNICgyFyQ/view</p> <p>L'abri peut être un réaménagement de local existant, à condition que la toiture soit correctement orientée pour installer du PV.</p> <p>L'auto-installation n'est possible que sur la structure (valider au préalable avec l'installateur du module PV, la structure et son orientation). Les modules PV seront installés par un professionnel.</p>	800	€/vélo dans la limite de 10 vélos
Prévention des déchets non alimentaires dans les hébergements	<p>Cette action vise à réduire les déchets non alimentaires, au sein de l'hébergement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des déchets d'emballages - Suppression des produits jetables ou en dose individuelle - Équipements permettant la réduction voire la suppression de la consommation de produits non alimentaires, notamment ceux nécessaires au nettoyage, entretien, lavage <p>Vous pouvez bénéficier d'une aide pour tout matériel ou équipement (hors consommables) contribuant à l'objectif : par exemple, matériel navette fournisseurs, contenants pour stockage de produits vrac (distributeurs de gel douche ou savon), mise en place d'actions de récupération des savonnettes et filière de recyclage, contenants durables pour substitution des emballages individuels (café, thé, sucre, sauces...) ; achat vaisselle/couverts/serviettes/nappes/dessous de table pour substituer du jetable ; achat de lavettes (microfibres) ou de balai à réservoir économe en eau et équipements de protection (charlottes, gants, masques, ..) réutilisables en substitution de jetable, centrale de dilution des produits d'entretien, équipements permettant de supprimer l'utilisation de produits dangereux (appareil à vapeur), mise en place de fontaines à eau en substitution des bouteilles plastiques, mise en place de fontaines à eau ou de filtre à eau en substitution des bouteilles plastiques...</p> <p>La location est éligible uniquement si option d'achat (Les coûts éligibles sont sur la totalité de la durée de la location-achat).</p>	2500	€

	Le tri et la gestion des biodéchets, ainsi que l'acquisition d'emballage ou de contenants réemployables en substitution d'emballages ou contenants en plastique à usage unique sont éligibles sur les lignes Tremplin / Economie circulaire.		
--	--	--	--

* Ce tableau est donné à titre indicatif.

** l'aide ne dépassera pas 80% du montant des investissements

Mes actions de rénovation globale des bâtiments et de qualité de l'air			
Accompagnement à la baisse des consommations d'énergie des bâtiments imposée par le dispositif Eco Energie Tertiaire : audit énergétique	<p>Une aide financière peut vous être versée pour mettre en œuvre un audit énergétique permettant d'atteindre les objectifs de performance définis par le décret tertiaire.</p> <p>Le « décret Tertiaire » (décret n°2019-771 du 23 juillet 2019) pose un objectif de réduction des consommations énergétiques des bâtiments : -40% en 2030, -50% en 2040 et -60% en 2050 par rapport à 2010. Cet objectif n'est pas applicable pas dans les DOM-COM.</p> <p>L'accompagnement consiste en un audit énergétique en deux temps :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une analyse détaillée des données de votre bâtiment ; - Des propositions chiffrées et argumentées d'actions d'économie d'énergie visant des objectifs comparables aux objectifs nationaux. <p>Pour les établissements de plus 500 m2 de surface de plancher, telle que définie par l'article R111-22 du code de l'urbanisme (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000031721274/) : cet audit préalable est obligatoire pour bénéficier du financement de travaux sur l'isolation.</p> <p>Il est possible de poursuivre avec une aide à la mise en œuvre des actions préconisées, et la vérification des économies d'énergie après la réception des travaux.</p> <p>La prestation d'audit sera réalisée conformément au cahier des charges de l'ADEME téléchargeable sur la plateforme AGIR et de préférence avec un BE qualifié RGE : https://www.ademe.fr/audit-energetique-batiments</p>	1100 ou 1,5	€ ou €/m2 au sol suivant surface
Maîtrise d'œuvre (MOE) pour rénovation globale d'un ou plusieurs bâtiments pour viser un objectif de 50% d'économie d'énergie	<p>Si vous voulez engager un programme de travaux préconisé par un audit énergétique qui permettra de réduire vos consommations d'énergie de 50%, vous pouvez bénéficier d'une aide à la maîtrise d'œuvre pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réaliser des études de faisabilité si cela s'avère nécessaire, les études d'avant-projet et de projet ; - Passer des contrats de travaux ; - Diriger et coordonner l'exécution des travaux jusqu'à leur réception. 	5%	Des travaux éligibles

Diagnostic sur la qualité de l'air (intérieur et extérieur) de l'entreprise	<p>Un expert peut vous accompagner pour réaliser un diagnostic de la qualité de l'air dans votre entreprise et autour et de proposer un plan d'actions pour l'améliorer.</p> <p>La prestation comportera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un premier état de la situation établi sur la base d'un questionnaire ; - Une phase de mesures dans l'air que vous réaliserez grâce à des kits qui vous seront fournis, par exemple, kit de mesure CO2 et COV (composés organiques volatils) pour la qualité de l'air intérieur, kit NO2 (oxyde d'azote) en milieu urbain pour la qualité de l'air extérieur ; - Un accompagnement à distance par visioconférence de 1 à 2 h pour vous aider à réaliser les mesures ; - Un bilan assorti d'une proposition de plan d'actions. <p>Pour les projets de construction d'un nouveau bâtiment, vous devrez être accompagné dans votre projet en prenant également en compte dans le diagnostic l'usage du bâtiment. Si vous avez un projet de rénovation, le système de ventilation existant sera diagnostiqué.</p>	2000	€
Solaire photovoltaïque en autoconsommation pour les PME de Corse et d'Outre-Mer	<p>Cette opération est destinée aux bâtiments des TPE et PME situés en outre-mer et en Corse.</p> <p>Une aide financière peut vous être versée pour l'investissement dans une installation de production d'électricité avec des panneaux solaires photovoltaïques en autoconsommation au fil du soleil, sans stockage d'électricité et sans revente de surplus au réseau d'électricité.</p> <p>Une étude de faisabilité selon cahier des charges ADEME, visant un taux d'autoconsommation d'au moins 80% doit être fournie en complément du devis détaillé de l'installation. Cette étude peut être aidée par l'ADEME. L'ADEME recommande que les entreprises qui réalisent ce type d'installation soient RGE (reconnu garant de l'environnement), QualiPV ou équivalent. L'ensemble des démarches administratives et de contrôle (Consuel, déclaration à EDF ou EDM, ...) devront être réalisées par l'installateur. Le certificat de conformité du Consuel devra être fourni à l'issue du chantier. Un contrôle de réalisation pourra être effectué sur ces opérations par la direction régionale de l'ADEME.</p>	1400 à 2400	€/kW crête selon puissance installée
Solaire photovoltaïque autonome pour les activités économiques non raccordées au réseau électrique des PME de Corse et d'Outre-Mer	<p>Cette opération est destinée à alimenter les activités économiques des TPE et PME non raccordés au réseau électrique et éloigné de celui-ci situés sur des territoires d'outre-mer et de Corse où le système FACE ne peut intervenir.</p> <p>Une aide financière peut vous être versée pour l'investissement dans une installation de production d'électricité autonome : panneaux solaire, batterie, onduleur, électronique de régulation, local technique, pose, contrôle et système d'eau potable</p> <p>Une étude de dimensionnement devra avoir été réalisée.</p>	4800	€/kW crête

	<p>L'ADEME recommande que les entreprises qui réalisent ce type d'installation soient RGE (reconnu garant de l'environnement), QualiPV ou équivalent. L'ensemble des démarches administratives et de contrôle (bureau de contrôle) devront être réalisées par l'installateur. Le certificat de conformité du bureau de contrôle devra être fourni à l'issue du chantier. Une visite du site et un contrôle de réalisation pourra être effectué sur ces opérations par la direction régionale de l'ADEME.</p>		
<p>Energie – Brasseurs d'air pour les PME d'Outre-mer et Corse</p>	<p>Les actions ont pour objectif de limiter voire supprimer l'usage de la climatisation par la mise en place de brasseurs d'air dans les restaurants et les hébergements éligibles au Fonds Tourisme Durable.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les brasseurs d'air sont éligibles pour réduire l'utilisation de la climatisation, à condition de respecter les éléments techniques suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Volume de brassage à vitesse max > 8500 m3/h • 3 vitesses de fonctionnement minimum • Puissance moteur max < 70 W • Moteur silencieux bruit à vitesse max < 45 db • Vitesse d'air : 1m/s : l'installateur attestera sur son devis qu'il respecte les préconisations du fournisseur pour atteindre l'objectif de 1 m/s • Eclairage compatible LEDs ou pas d'éclairage • Mise en place réalisée par un professionnel • Recommandation : 1 brasseur pour 10 à 15 m2 ou se référer aux préconisations du fournisseur de brasseurs d'air 	250	€/ brasseur

Mes actions liées à l'isolation et la ventilation de mon bâtiment tertiaire existant		Aide max **	Unité
Isolation de combles perdus	<p>Une aide financière peut vous être versée pour l'isolation thermique des combles perdus. Un audit énergétique (de moins de 2 ans) doit être réalisé pour tout établissement > 500 m² de surface de plancher, telle que définie par l'article R111-22 du code de l'urbanisme (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000031721274/). Le choix technique doit être en accord avec les recommandations de l'audit. Financement possible de l'audit : voir rubrique « Actions de rénovation globale des bâtiments et de qualité de l'air » ci-dessus.</p> <p>Cette isolation devra être réalisée avec des procédés d'isolation constitués de l'association d'un matériau isolant et de dispositifs de protection (dont membranes continues si nécessaire) contre des dégradations liées à son exposition aux environnements extérieurs et intérieurs, en conformité avec les règles de l'art.</p> <ul style="list-style-type: none"> - En métropole : la résistance thermique de l'isolation installée répond aux exigences fixées par le fiche CEE BAT-EN-101 : elle est supérieure ou égale à 6 m². K/W. - En outre-mer : la résistance thermique de l'isolation installée répond aux exigences fixées par le fiche CEE BAT-EN-106 : elle est supérieure ou égale à 1,2 m². K/W. <p>La résistance thermique est évaluée selon la norme NF EN 12664, la norme NF EN 12667 ou la norme NF EN 12939 pour les isolants non-réfléchissants ou la norme NF EN 16012+A1 pour les isolants réfléchissants.</p> <p>A noter que pour assurer également le confort d'été :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les établissements < 500 m² de surface de plancher, telle que définie par l'article R111-22 du code de l'urbanisme (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000031721274/), l'ADEME recommande de valider avec l'installateur le choix de la solution d'isolation retenue (intérieur, extérieur, type de matériau, ...) au regard du confort d'été - Pour les établissements > 500 m² de surface de plancher, telle que définie par l'article R111-22 du code de l'urbanisme (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000031721274/): se référer aux recommandations de l'audit obligatoire. <p>L'installation est réalisée par un professionnel.</p> <p>Cet investissement peut également bénéficier des Certificats d'économie d'énergie.</p>	8	€/m ² isolant
Isolation des rampants de toiture et plafonds de combles	<p>Une aide financière peut vous être versée pour l'isolation thermique des rampants de toiture et plafonds de combles. Un audit énergétique préalable (de moins de 2 ans) doit être réalisé pour tout établissement > 500 m². Le choix technique doit être en accord avec les recommandations de l'audit. Financement possible de l'audit : voir rubrique « Actions de rénovation globale des bâtiments et de qualité de l'air » ci-dessus.</p>	15	€/m ² isolant

	<p>Cette isolation devra être réalisée avec des procédés d'isolation constitués de l'association d'un matériau isolant et de dispositifs de fixation et de protection (dont membranes continues si nécessaire) contre des dégradations liées à son exposition aux environnements extérieurs et intérieurs, en conformité avec les règles de l'art.</p> <p>En métropole : la résistance thermique de l'isolation installée répond aux exigences fixées par le fiche CEE BAT-EN-101 : elle est supérieure ou égale à 6 m². K/W.</p> <p>En outre-mer : la résistance thermique de l'isolation installée répond aux exigences fixées par le fiche CEE BAT-EN-106 : elle est supérieure ou égale à 1,2 m². K/W.</p> <p>La résistance thermique est évaluée selon la norme NF EN 12664, la norme NF EN 12667 ou la norme NF EN 12939 pour les isolants non-réfléchissants ou la norme NF EN 16012+A1 pour les isolants réfléchissants.</p> <p>A noter que pour assurer également le confort d'été :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les établissements < 500 m² de surface de plancher, telle que définie par l'article R111-22 du code de l'urbanisme (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000031721274/), l'ADEME recommande de valider avec l'installateur le choix de la solution d'isolation retenue (intérieur, extérieur, type de matériau, ...) au regard du confort d'été - Pour les établissements > 500 m² de surface de plancher, telle que définie par l'article R111-22 du code de l'urbanisme (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000031721274/) : se référer aux recommandations de l'audit. <p>L'installation est réalisée par un professionnel.</p> <p>Cet investissement peut également bénéficier des Certificats d'économie d'énergie.</p>		
Isolation des planchers bas sur « espace non chauffé » hors OM	<p>Une aide financière peut vous être versée pour l'isolation thermique des planchers bas situés sur un sous-sol non chauffé, sur un vide sanitaire ou sur un passage ouvert.</p> <p>Un audit énergétique préalable (de moins de 2 ans) doit être réalisé pour tout établissement > 500 m². Le choix technique doit être en accord avec les recommandations de l'audit. Financement possible de l'audit : voir rubrique « Actions de rénovation globale des bâtiments et de qualité de l'air » ci-dessus.</p> <p>Cette isolation devra être réalisée avec des procédés d'isolation constitués de l'association d'un matériau isolant et de dispositifs de fixation et de protection (dont membranes continues si nécessaire) contre des dégradations liées à son exposition aux environnements extérieurs et intérieurs, en conformité avec les règles de l'art.</p> <p>La résistance thermique de l'isolation installée répond aux exigences fixées par le fiche CEE BAT-EN-103 : elle est supérieure ou égale à 3 m². K/W.</p>	10	€/m ² isolant

	<p>La résistance thermique est évaluée selon la norme NF EN 12664, la norme NF EN 12667 ou la norme NF EN 12939 pour les isolants non-réfléchissants ou la norme NF EN 16012+A1 pour les isolants réfléchissants.</p> <p>A noter que pour assurer également le confort d'été :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les établissements < 500 m² de surface de plancher, telle que définie par l'article R111-22 du code de l'urbanisme (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000031721274/), l'ADEME recommande de valider avec l'installateur le choix de la solution d'isolation retenue (intérieur, extérieur, type de matériau, ...) au regard du confort d'été - Pour les établissements > 500 m² de surface de plancher, telle que définie par l'article R111-22 du code de l'urbanisme (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000031721274/): se référer aux recommandations de l'audit. <p>L'installation est réalisée par un professionnel.</p> <p>Cet investissement peut également bénéficier des Certificats d'économie d'énergie.</p>		
Isolation des murs par l'intérieur	<p>Une aide financière peut vous être versée pour l'isolation thermique des murs par l'intérieur. Un audit énergétique préalable (de moins de 2 ans) doit être réalisé pour tout établissement > 500 m². Le choix technique doit être en accord avec les recommandations de l'audit. Financement possible de l'audit : voir rubrique « Actions de rénovation globale des bâtiments et de qualité de l'air » ci-dessus.</p> <p>Cette isolation devra être réalisée avec des procédés d'isolation constitués de l'association d'un matériau isolant et de dispositifs de fixation et de protection (dont membranes continues si nécessaire) contre des dégradations liées à son exposition aux environnements extérieurs et intérieurs, en conformité avec les règles de l'art.</p> <p>En métropole : la résistance thermique de l'isolation installée répond aux exigences fixées par le fiche CEE BAT-EN-102 : elle est supérieure ou égale à 3,7 m². K/W.</p> <p>En outre-mer : la résistance thermique de l'isolation installée répond aux exigences fixées par le fiche CEE BAT-EN-108 : elle est supérieure ou égale à 1,2 m². K/W.</p> <p>La résistance thermique est évaluée selon la norme NF EN 12664, la norme NF EN 12667 ou la norme NF EN 12939 pour les isolants non-réfléchissants ou la norme NF EN 16012+A1 pour les isolants réfléchissants.</p> <p>A noter que pour assurer également le confort d'été :</p>	15	€/m ² isolant

	<ul style="list-style-type: none"> - Pour les établissements < 500 m² de surface de plancher, telle que définie par l'article R111-22 du code de l'urbanisme (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000031721274/), l'ADEME recommande de valider avec l'installateur le choix de la solution d'isolation retenue (intérieur, extérieur, type de matériau, ...) au regard du confort d'été - Pour les établissements > 500 m² de surface de plancher, telle que définie par l'article R111-22 du code de l'urbanisme (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000031721274/) : se référer aux recommandations de l'audit. <p>L'installation est réalisée par un professionnel.</p> <p>Cet investissement peut également bénéficier des Certificats d'économie d'énergie.</p>		
Isolation des murs par l'extérieur	<p>Une aide financière peut vous être versée pour l'isolation thermique des murs par l'extérieur. Un audit énergétique préalable (de moins de 2 ans) doit être réalisé pour tout établissement > 500 m². Le choix technique doit être en accord avec les recommandations de l'audit. Financement possible de l'audit : voir rubrique « Actions de rénovation globale des bâtiments et de qualité de l'air » ci-dessus.</p> <p>Cette isolation devra être réalisée avec des procédés d'isolation constitués de l'association d'un matériau isolant et de dispositifs de fixation et de protection (dont membranes continues si nécessaire) contre des dégradations liées à son exposition aux environnements extérieurs et intérieurs, en conformité avec les règles de l'art.</p> <p>En métropole : La résistance thermique de l'isolation installée répond aux exigences fixées par le fiche CEE BAT-EN-102 : elle est supérieure ou égale à 3,7 m². K/W.</p> <p>En outre-mer : la résistance thermique de l'isolation installée répond aux exigences fixées par le fiche CEE BAT-EN-108 : elle est supérieure ou égale à 1,2 m². K/W.</p> <p>La résistance thermique est évaluée selon la norme NF EN 12664, la norme NF EN 12667 ou la norme NF EN 12939 pour les isolants non-réfléchissants ou la norme NF EN 16012+A1 pour les isolants réfléchissants.</p> <p>A noter que pour assurer également le confort d'été :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les établissements < 500 m² de surface de plancher, telle que définie par l'article R111-22 du code de l'urbanisme (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000031721274/), l'ADEME recommande de valider avec l'installateur le choix de la solution d'isolation retenue (intérieur, extérieur, type de matériau, ...) au regard du confort d'été - Pour les établissements > 500 m² de surface de plancher, telle que définie par l'article R111-22 du code de l'urbanisme (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000031721274/) : se référer aux recommandations de l'audit. 	40	€/m2 isolant

	<p>L'installation est réalisée par un professionnel.</p> <p>Cet investissement peut également bénéficier des Certificats d'économie d'énergie.</p>		
Isolation des toitures-terrasses	<p>Une aide financière peut vous être versée pour l'isolation thermique des toitures terrasses ou couverture de pente inférieure à 5%. Un audit énergétique préalable (de moins de 2 ans) doit être réalisé pour tout établissement > 500 m2. Le choix technique doit être en accord avec les recommandations de l'audit. Financement possible de l'audit : voir rubrique « Actions de rénovation globale des bâtiments et de qualité de l'air » ci-dessus.</p> <p>Cette isolation devra être réalisée avec des procédés d'isolation constitués de l'association d'un matériau isolant et de dispositifs de protection (dont membranes continues si nécessaire) contre des dégradations liées à son exposition aux environnements extérieurs et intérieurs, en conformité avec les règles de l'art.</p> <p>En métropole : la résistance thermique de l'isolation installée répond aux exigences fixées par le fiche CEE BAT-EN-107 : elle est supérieure ou égale à 4,5 m². K/W.</p> <p>En outre-mer : la résistance thermique de l'isolation installée répond aux exigences fixées par le fiche CEE BAT-EN-106 : elle est supérieure ou égale à 1,2 m². K/W.</p> <p>La résistance thermique est évaluée selon la norme NF EN 12664, la norme NF EN 12667 ou la norme NF EN 12939 pour les isolants non-réfléchissants ou la norme NF EN 16012+A1 pour les isolants réfléchissants.</p> <p>A noter que pour assurer également le confort d'été :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les établissements < 500 m² de surface de plancher, telle que définie par l'article R111-22 du code de l'urbanisme (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000031721274/), l'ADEME recommande de valider avec l'installateur le choix de la solution d'isolation retenue (intérieur, extérieur, type de matériau, ...) au regard du confort d'été - pour les établissements > 500 m² de surface de plancher, telle que définie par l'article R111-22 du code de l'urbanisme (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000031721274/) : se référer aux recommandations de l'audit. <p>L'installation est réalisée par un professionnel.</p> <p>Cet investissement peut également bénéficier des Certificats d'économie d'énergie.</p>	40	€/m2
Ventilation mécanique double flux	<p>Une aide financière peut vous être versée pour l'installation d'une ventilation mécanique contrôlée (VMC) double flux car elle permet des économies de chauffage en limitant les pertes de chaleur inhérentes à la ventilation. Ce système permet de transférer une partie de la chaleur de l'air vicié extrait du bâtiment à l'air neuf filtré venant de l'extérieur.</p>	2000	€

	<p>Un ventilateur pulse cet air neuf préchauffé par le biais de bouche d'insufflation. Le système de ventilation peut disposer d'une régulation en fonction des besoins, mesurés en fonction de paramètres d'occupation, ou d'une régulation par horloge.</p> <p>L'équipement installé doit répondre aux exigences fixées par la fiche CEE BAT-TH-126.</p> <p>L'installation est réalisée par un professionnel.</p> <p>Cet investissement peut également bénéficier des Certificats d'économie d'énergie.</p>		
Mise en place d'un système de gestion technique du bâtiment (GTB) de classe B ou A	<p>Une aide financière peut vous être versée pour la mise en place d'un système de gestion technique du bâtiment assurant, par un système d'automatisation centralisé, les fonctions de régulation de classe B ou A au sens de la norme NF EN 15232-1 pour les usages chauffage, eau chaude sanitaire, climatisation, éclairage et auxiliaires. Les classes B et A correspondent respectivement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - B : systèmes avancés (gestion au niveau local et monitoring) ; <p>A : systèmes à performance énergétique élevée (gestion au niveau local avec enregistrement automatique des besoins, monitoring, optimisation durable de l'énergie).</p>	10	€/ m2

<p>Mes actions liées à l'éclairage</p> <p>Ces équipements doivent être installés par des professionnels</p>			
Améliorer l'efficacité de l'éclairage des locaux avec des luminaires à modules LED régulés en fonction de l'éclairage naturel et la détection de présence	<p>Les luminaires LED performants permettent des économies d'énergie et financières immédiates et des économies de maintenance grâce à une durée de vie 5 fois supérieure aux éclairages classiques (généralement tubes T8 sur ballast ferromagnétiques). Ces luminaires permettent également de mettre en place de la gestion dans le bâtiment de façon simple en intégrant des capteurs ou en étant asservis par des détecteurs déportés.</p> <p>Une aide financière peut vous être versée pour l'investissement dans des luminaires d'éclairage général à modules LED tels que définis dans la fiche CEE BAT-EQ-127 vA40-4 en vigueur à compter du 1^{er} avril 2022 et publiée sur le site du ministère de l'environnement.</p> <p>Cet investissement peut également bénéficier des Certificats d'économie d'énergie.</p>	50	€/point lumineux

Augmenter l'éclairage naturel grâce à des lanterneaux d'éclairage zénithal	<p>Favoriser l'éclairage naturel est un geste de sobriété énergétique qui est aussi bon pour la santé en diminuant les dépressions saisonnières, la fatigue psychologique et le stress.</p> <p>Réglementairement, les exutoires de fumées (DENFC) sont obligatoires en toiture dans le cadre de la réglementation de sécurité incendie. Il s'agit que ceux-ci soient en plus source d'économie d'énergie et de bien-être. Pour un local commercial de 5 000 m² à Paris, un facteur de Lumière du Jour de 2,5%, soit 11% de surface géométrique lumière apporte en juin, plus de 300h de disponibilité à 300 lux et plus de 180h à 1 000 lux. En février, plus de 130h à 300 lux. Ceci signifie une autonomie en éclairage conséquente.</p> <p>Une aide financière peut vous être versée pour l'investissement dans des lanterneaux d'éclairage zénithal s'ils respectent les préconisations techniques de la fiche CEE BAT-EQ-129.</p> <p>Cet investissement peut également bénéficier des Certificats d'économie d'énergie.</p>	100	€/lanterneau
Augmenter l'éclairage naturel grâce à des conduits de lumière naturelle	<p>Les conduits de lumière sont des sources de lumière naturelle. Ils permettent d'amener l'éclairage naturel dans les pièces sombres voire aveugles. Ils captent la lumière souvent en toiture, là où l'éclairage est maximal, pour la conduire dans les pièces dépourvues d'accès important à l'éclairage naturel. La lumière diffusée est donc particulièrement adaptée au rythme jour/nuit et au cycle circadien de l'être humain. Il s'agit d'une mesure de sobriété énergétique et les économies d'énergie peuvent être substantielles.</p> <p>Une aide financière peut vous être versée pour l'investissement dans un conduit de lumière naturelle. La fiche CEE BAT-EQ-131 permet de sélectionner le produit performant le plus adapté.</p> <p>Cet investissement peut également bénéficier des Certificats d'économie d'énergie.</p>	100	€/conduit
Améliorer l'efficacité de l'éclairage extérieur avec des luminaires LED	<p>La consommation d'énergie de l'éclairage extérieur peut être divisée par deux en passant de sources énergivores à un éclairage LED. A cela se rajoutent des économies de maintenance grâce à une durée de vie 5 fois supérieure pour les luminaires LED par rapport aux sources énergivores.</p> <p>Une aide financière peut vous être versée pour l'investissement dans un éclairage extérieur par luminaire LED d'efficacité lumineuse minimale de 120 lm/W et conforme aux exigences de la fiche CEE RES-EC-104 pour les autres critères. Il doit permettre également de se conformer à l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses qui contient aussi des prescriptions sur la quantité maximale de lumière à installer.</p> <p>Cet investissement peut également bénéficier des Certificats d'économie d'énergie.</p>	50	€/pt lumineux

Mes actions liées à l'efficacité énergétique des équipements de froid commercial			
Isolation des meubles de vente réfrigérés et/ou des chambres froides	<p>Une aide financière peut vous être versée pour améliorer l'étanchéité à l'air et les dispositifs de fermetures des équipements de froid :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des meubles de vente réfrigérés à température positive ou négative : installation de rideaux de nuit, portes ; - Des chambres froides : réfection des joints de porte (de type caoutchouc mousse toilé, caoutchouc naturel, PVC ou silicone), installation d'une isolation pour chambre froide avec pare-vapeur (épaisseur 60 mm minimum pour les chambres à températures positives et 100 mm minimum pour les chambres froides négatives). <p>Ces travaux doivent être mis en œuvre par des frigoristes qualifiés.</p> <p>Certains de ces investissements sont également éligible aux Certificats d'économie d'énergie.</p>	350	€/équipement
Remplacement de fluides dans les équipements frigorifiques commerciaux pour utiliser des fluides frigorigènes ayant moins d'impact sur le réchauffement climatique	<p>Une aide financière peut vous être versée pour remplacer un fluide frigorigène polluant (PRG > 1500, en particulier R404A) par un fluide moins impactant sur le réchauffement climatique (rétrofit).</p> <p>Les nouveaux fluides utilisés pour le retrofit devront être mis en œuvre par un frigoriste qualifié (attestation de capacité et habilitation fluide), et avoir un PRG (pouvoir de réchauffement climatique) inférieur à 1500 kg équivalent CO2 sur 100 ans. Le remplacement du fluide devra s'accompagner de l'installation d'un détendeur adapté au nouveau fluide sur chacun des terminaux et du remplacement du filtre déshydrateur.</p> <p>Les équipements frigorifiques commerciaux concernés sont par exemple les présentoir frigorifique, chambre froide, armoire à froid négatif avec surgélateur intégré. Dans le cas d'une installation centralisée (plusieurs équipements raccordés sur un même groupe frigorifique), le montant de l'aide sera calculé en fonction du nombre de détendeurs (ou trains thermostatiques) à remplacer dans le cadre du retrofit.</p>	350	€/équipement
Remplacement de meubles frigorifiques anciens avec groupe froid intégré par des équipements équivalents neufs avec des fluides frigorigènes moins impactant sur le	<p>Une aide financière peut vous être versée pour remplacer des meubles frigorifiques à groupe logé (groupe froid intégré dans l'équipement) antérieurs à 2015 ou fonctionnant avec un fluide frigorigène à PRG > 1500 (en particulier R404A) par des meubles frigorifiques neufs à groupe logés fonctionnant avec un fluide frigorigène ayant un PRG < 1500.</p> <p>Les équipements frigorifiques commerciaux concernés sont par exemple les armoires frigorifiques positives, les tours réfrigérées, etc. Les équipements ne pourront pas être remplacés par du matériel domestique de type réfrigérateurs ou congélateurs bahut</p>	700	€/équipement

changement climatique.			
Remplacement d'équipements frigorifiques commerciaux anciens par des équipements neufs à groupe froid déporté avec des fluides frigorigènes moins impactant sur le changement climatique.	<p>Une aide financière peut vous être versée pour remplacer des équipements frigorifiques anciens (antérieurs à 2015) ou fonctionnant avec un fluide frigorigène à PRG > 1500 (en particulier R404A), par des équipements frigorifiques neufs à groupe déporté (groupe froid situé à l'extérieur de l'équipement) fonctionnant avec un fluide frigorigène ayant un PRG < 1500.</p> <p>Le remplacement peut concerner l'ensemble du matériel (groupe frigorifique + équipement terminal) ou uniquement le groupe frigorifique si l'équipement terminal est en bon état de fonctionnement.</p> <p>Les équipements frigorifiques commerciaux concernés sont par exemple vitrine/présentoir frigorifique, chambre froide, surgélateur, etc. Si le remplacement concerne plusieurs équipements reliés à un même groupe frigorifique, le montant de l'aide sera assujéti au nombre d'équipements remplacés.</p> <p>Les nouveaux équipements devront être installés par un frigoriste qualifié (attestation de capacité et habilitation fluide).</p>	3500	€/équipement

Mes actions liées à la mobilité			
Véhicule utilitaire léger frigorifique : achat d'un groupe frigorifique électrique	Une aide financière peut vous être versée pour l'achat et l'installation d'un groupe frigorifique électrique et le cas échéant d'une batterie additionnelle sur un véhicule utilitaire léger neuf ou immatriculé après le 01/09/2020 équipé d'une caisse isotherme agréée. Cette mesure recouvre l'achat et l'installation d'un groupe frigorifique électrique et le cas échéant d'une batterie additionnelle sur un véhicule utilitaire léger neuf équipé d'une caisse isotherme agréée.	5000	€
Vélo cargo électrique pour un usage professionnel	<p>Une aide financière peut vous être versée pour l'achat d'un vélo cargo électrique, à assistance électrique ou non, réservé à un usage professionnel comme la livraison à la clientèle.</p> <p>Est considéré comme vélo-cargo, un cycle à deux ou 3 roues vendu pour transporter davantage de charge qu'un pilote avec 30kg de chargement supplémentaire (25kg à l'arrière et 5kg à l'avant). Cela inclut notamment les biporteurs, les triporteurs et tricycles et, par extension, l'ensemble attelage vélo + remorque (le vélo tracteur est en général un vélo de type tout terrain très solide, capable d'encaisser des chocs importants).</p>	1500	€

	<p>Pour la logistique urbaine (livraison, artisans...), une aide financière peut vous être accordée pour l'acquisition d'une remorque vélo ou d'un conteneur vélo permettant de compléter l'équipement d'un vélo cargo ou d'un VAE. Ces matériels sont destinés à un usage permettant de transporter des marchandises.</p> <p>A noter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vous pouvez bénéficier également du bonus écologique de 1000 € maximum pour l'achat d'un vélo-cargo : https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A15071 - Les vélo-cargos équipés de batteries au plomb ne sont pas éligibles. <p>Attention, si vous recevez une aide de l'ADEME, vous devrez ensuite conserver ce véhicule jusqu'à ce qu'il soit amorti dans votre comptabilité.</p>		
Abris sécurisé à vélo avec toit	<p>Une aide financière peut vous être versée pour l'installation d'abris à vélo avec toit à destination de vos salariés et de vos clients pour les déplacements quotidiens domicile-travail ainsi que les déplacements professionnels. Celui-ci doit être conforme au référentiel du programme CEE Alvéole : https://drive.google.com/file/d/14oef0j1SwHWJO4WYPoIXVkbFNICgyFyQ/view</p> <p>Vous disposez également pour cette opération d'une exonération d'impôt dans le cadre d'une mise à disposition de vélo et des équipements de sécurité associés auprès de vos salariés comme précisé ici : https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/10630-PGP.html/identifiant=BOI-IS-RICI-20-30-20190213</p>	500	€/2 vélos abrités

Aides Tremplin accessibles aux structures éligibles au Fonds Tourisme Durable et à l'ensemble des TPE/PME selon critères propres à chaque action éligible

ACTIONS ELIGIBLES à TREMPLIN POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE DES PME :

Liste des actions éligibles et description détaillée

Table des matières

ACTIONS ELIGIBLES FONDS TOURISME DURABLE	13
Mes actions pour la restauration durable	13
Mes actions pour les hébergements touristiques durables	20
Mes actions de rénovation globale des bâtiments et de qualité de l'air	26
Mes actions liées à l'isolation et la ventilation de mon bâtiment tertiaire existant	29
Mes actions liées à l'éclairage	34
Mes actions liées à l'efficacité énergétique des équipements de froid commercial	36
Mes actions liées à la mobilité.....	37
ACTIONS ELIGIBLES à TREMPLIN POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE DES PME :.....	39
Mes actions pour la lutte contre le changement climatique	40
Mes actions liées à la production de chaleur et de froid pour mon bâtiment existant	41
Mes actions liées à l'économie circulaire et la gestion des déchets	46
Mes actions liées à l'écoconception et aux labélisations	50

Version du 29/04/2022

Ce tableau est donné à titre indicatif. Pour calculer l'aide à laquelle vous avez effectivement besoin, et vérifier les descriptions à jour des actions, connectez-vous à : <https://agirpoulatransition.ademe.fr/entreprises/dispositif-aide/tremplin-transition-ecologique-pme>

Mes actions pour la lutte contre le changement climatique		Aide max **	Unité
Vous organiser pour réduire les émissions de gaz à effet de serre : élaborer une stratégie (démarche ACT® pas à pas)	<p>Une aide financière peut vous être versée pour mettre en œuvre la démarche ACT (« Assessing low Carbon Transition ») pas à pas.</p> <p>La démarche ACT pas à pas vous aidera à passer à l'action pour réduire vos émissions de gaz à effet de serre.</p> <p>L'outil comporte les étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Comment vous organiser pour ce travail- Identifier ce qui va changer dans votre activité- Programmer le budget nécessaire dans le temps- Mettre en œuvre les actions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre- Suivre le résultat de vos actions et en tirer des leçons pour la poursuite de la démarche <p>Pour plus d'information : https://actinitiative.org/act-implementations/</p>	25 000	€
Evaluer votre stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre (Evaluation ACT®)	<p>Une aide financière peut vous être versée pour mettre en œuvre une évaluation ACT (« Assessing low Carbon Transition »).</p> <p>La démarche ACT Evaluation vous permettra de comparer les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre que vous avez retenu pour votre activité avec ce qui est considéré comme la voie de votre secteur vers la suppression des émissions de gaz à effet de serre. Cela devrait vous permettre de vous orienter vers un modèle d'affaire décarboné.</p> <p>Pour plus d'information : https://actinitiative.org/act-implementations/</p>	4000	€

Mes actions liées à la production de chaleur et de froid pour mon bâtiment existant		Aide max *	Unité
Sont exclues les régions suivantes : Grand-Est, Pays-de-la-Loire, Centre-Val de Loire, Ile de France, Normandie, Hauts de France			
Géothermie sur champ de sondes et géostructures énergétiques inférieure à 25 MWh EnR/an	<p>Une aide financière peut vous être versée pour l'investissement dans une pompe à chaleur récupérant la chaleur du sous-sol par le biais de sondes géothermiques , quand cela est prévu dès la construction du bâtiment, par ses fondations (géostructures énergétiques) et dont la production de chaleur renouvelable est inférieure à 25 MWh/an.</p> <p>L'installateur doit calculer les MWh attendus annuellement en comptabilisant l'énergie récupérée dans le sous-sol pour alimenter le bâtiment. Le dimensionnement, calculé par l'installateur ou un tiers, de l'installation géothermique et de ses appoints éventuels devra permettre de garantir un fonctionnement et des performances technico économiques optimisés. Il est fortement recommandé d'avoir un nombre d'heures de fonctionnement de la PAC géothermique à puissance nominale > 1 000 heures.</p> <p>Les PAC géothermiques destinées au chauffage ou au chauffage et à la production d'ECS devront justifier d'un COP machine égal ou supérieur à 4 (mesuré dans les conditions d'essais de la norme européenne EN 14511-2 en régimes de températures 0/-3°C et 30/35°C) ;</p> <p>Par ailleurs, l'ADEME exige que le bénéficiaire ait recours à des professionnels qualifiés reconnu par l'ADEME :</p> <ul style="list-style-type: none"> • RGE Travaux (QUALIPAC module chauffage ou ECS) ou équivalent <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • RGE Etudes (OPQIBI 10.07 ou 20.13) ou équivalent <p>Le recours à un foreur QUALIFORAGE Module Sondes pour les installations sur champ de sondes est obligatoire dans le cadre réglementaire de la géothermie dite de minime importance.</p>	800	€/MWh

	<p>NB : Pour des installations sur des serres agricoles, si ces bâtiments ont une consommation énergétique annuelle supérieure à 200 kWh/m², ils doivent avoir une performance énergétique minimale (calculée avec un outil de simulation adéquat de type Hortinergy ou équivalent). Leur coefficient de transmission thermique de la serre (ou coefficient Um - ramené au m² au sol pour l'ensemble des parois) ne doit pas dépasser 5.5 W/m².K pour les serres existantes. Pour mémoire les serres neuves sont exclues du dispositif qui ne concerne que la réhabilitation des bâtiments. Enfin, le planning de mise en culture devra permettre de limiter le chauffage des serres sur les mois de janvier et février à une consigne maximum de 15°C.</p>		
<p>Géothermie sur échangeurs compacts (corbeilles ou murs géothermiques) inférieure à 25 MWh EnR/an</p>	<p>Une aide financière peut vous être versée pour l'investissement dans une pompe à chaleur récupérant la chaleur de la proche surface par le biais d'échangeurs compacts (type corbeilles ou murs géothermiques) et dont la production de chaleur renouvelable est inférieure à 25 MWh/an.</p> <p>L'installateur doit calculer les MWh attendus annuellement en comptabilisant l'énergie récupérée dans le sol pour alimenter le bâtiment.</p> <p>Le dimensionnement, calculé par l'installateur ou un tiers, de l'installation géothermique et de ses appoints éventuels devra permettre de garantir un fonctionnement et des performances technico économiques optimisés. Il est fortement recommandé d'avoir un nombre d'heure de fonctionnement de la PAC géothermique à puissance nominale > 1 000 heures.</p> <p>Les PAC géothermiques destinées au chauffage ou au chauffage et à la production d'ECS devront justifier d'un COP machine égal ou supérieur à 4 (mesuré dans les conditions d'essais de la norme européenne EN 14511-2 en régimes de températures 0/-3°C et 30/35°C) ;</p> <p>Par ailleurs, l'ADEME exige que le bénéficiaire ait recours à des professionnels qualifiés reconnu par l'ADEME :</p> <ul style="list-style-type: none"> • RGE Travaux (QUALIPAC module chauffage ou ECS ou équivalent). ou • RGE Etudes géothermie (notamment OPQIBI 10.07 ou 20.13) ou équivalent <p>NB : Pour des installations sur des serres agricoles, si ces bâtiments ont une consommation énergétique annuelle supérieure à 200 kWh/m², ils doivent avoir une performance énergétique minimale (calculée avec un outil de simulation adéquat de type Hortinergy ou équivalent). Leur coefficient de transmission thermique de la serre (ou coefficient Um - ramené au m² au sol pour l'ensemble des parois) ne doit pas dépasser 5.5 W/m².K pour les serres existantes. Pour mémoire les serres neuves sont exclues du dispositif qui ne concerne que la réhabilitation des bâtiments. Enfin, le planning de mise en culture devra permettre de limiter le chauffage des serres sur les mois de janvier et février à une consigne maximum de 15°C.</p>	700	€/MWh

<p>Géothermie sur eau de nappe, sur eau de mer, sur eaux de surface et sur eaux usées inférieure à 25 MWh EnR/an</p>	<p>Une aide financière peut vous être versée pour l'investissement dans une pompe à chaleur récupérant la chaleur de sources en eaux souterraines ou superficielles ou sur eau de mer ou sur eaux usées et dont la production de chaleur renouvelable est inférieure à 25 MWh/an.</p> <p>L'installateur doit estimer les MWh attendus annuellement en comptabilisant l'énergie récupérée dans les eaux pour alimenter le bâtiment.</p> <p>Le dimensionnement, calculé par l'installateur ou un tiers, de l'installation géothermique et de ses appoints éventuels devra permettre de garantir un fonctionnement et des performances technico économiques optimisés. Il est fortement recommandé d'avoir un nombre d'heure de fonctionnement de la PAC géothermique à puissance nominale > 1 000 heures.</p> <p>Les PAC géothermiques destinées au chauffage ou au chauffage et à la production d'ECS devront justifier d'un COP machine égal ou supérieur à 4,5 (mesuré dans les conditions d'essais de la norme européenne EN 14511-2 en régimes de températures 10/7°C et 30/35°C) ;</p> <p>Par ailleurs, l'ADEME exige que le bénéficiaire ait recours à des professionnels qualifiés reconnu par l'ADEME :</p> <ul style="list-style-type: none"> • RGE Travaux (QUALIPAC module chauffage ou ECS ou équivalent) ou • RGE Etudes géothermie (OPQIBI 10.07 ou 20.13) ou équivalent <p>Le recours à un foreur QUALIFORAGE Module Nappe pour les installations sur nappe d'eau souterraine est obligatoire dans le cadre réglementaire de la géothermie dite de minime importance.</p> <p>NB : Pour des installations sur des serres agricoles, si ces bâtiments ont une consommation énergétique annuelle supérieure à 200 kWh/m², ils doivent avoir une performance énergétique minimale (calculée avec un outil de simulation adéquat de type Hortinergy ou équivalent). Leur coefficient de transmission thermique de la serre (ou coefficient Um - ramené au m² au sol pour l'ensemble des parois) ne doit pas dépasser 5.5 W/m².K pour les serres existantes. Pour mémoire les serres neuves sont exclues du dispositif qui ne concerne que la réhabilitation des bâtiments. Enfin, le planning de mise en culture devra permettre de limiter le chauffage des serres sur les mois de janvier et février à une consigne maximum de 15°C.</p>	400	€/MWh
<p>Géocooling</p>	<p>En complément des aides financières apportées aux investissements dans une pompe à chaleur géothermique produisant du chaud, une aide financière peut vous être versée pour l'investissement dans l'utilisation « directe » de la fraîcheur du sous-sol (c'est-à-dire en by passant la pompe à chaleur) lorsque les locaux nécessitent un rafraîchissement notamment en été : il s'agit du géocooling.</p>	200	€/MWh

	L'installateur doit estimer les MWh de rafraîchissement attendus annuellement en comptabilisant l'énergie réinjectée dans le sous-sol pour rafraîchir le bâtiment.		
Pompe à chaleur (PAC) solaire	<p>Une aide financière peut vous être versée pour l'investissement dans une pompe à chaleur qui récupère la chaleur de capteurs solaires souples en polypropylène ou hybrides photovoltaïques.</p> <p>L'installateur doit estimer les MWh attendus annuellement en comptabilisant l'énergie récupérée par les capteurs pour alimenter le bâtiment.</p> <p>Le dimensionnement, calculé par l'installateur ou un tiers, de l'installation solarothermique et de ses appoints éventuels devra permettre de garantir un fonctionnement et des performances technico économiques optimisés. Il est fortement recommandé d'avoir un nombre d'heure de fonctionnement de la PAC à puissance nominale > 1 000 heures.</p> <p>Les capteurs devront être certifiés (CSTBat, SolarKeymark ou équivalents) ou bénéficier d'un Avis Technique du CSTB.</p> <p>Les PAC solaires destinées au chauffage et/ou à la production d'ECS devront justifier d'un COP machine égal ou supérieur à 3,5 (mesuré dans les conditions d'essais de la norme européenne EN 14511 en régimes de températures 10-7°C/40-45°C) ;</p> <p>Par ailleurs, l'ADEME exige que le bénéficiaire ait recours à des professionnels qualifiés reconnu par l'ADEME :</p> <ul style="list-style-type: none"> • RGE Travaux QUALIPAC ou équivalent 	600	€/MWh
Solaire thermique	<p>Une aide financière peut vous être versée pour l'investissement dans une installation de production d'eau chaude sanitaire avec des panneaux solaires thermiques.</p> <p>L'installateur doit estimer la production solaire en MWh annuel destinée à la production d'eau chaude solaire. Cette estimation se base sur une étude de faisabilité, réalisée par l'installateur ou un tiers, présentant le schéma de principe, une note de calcul du dimensionnement des équipements à installer pour répondre aux besoins mesurés pour l'alimentation du bâtiment.</p> <p>Les capteurs doivent être certifiés Solar Keymark ou équivalent.</p> <p>Par ailleurs, l'ADEME exige que le bénéficiaire ait recours à des professionnels qualifiés reconnu par l'ADEME :</p>	800 à 1000 (en fonction de la zone géographique)	€/MWh

	<ul style="list-style-type: none"> • RGE Travaux QUALISOL ; ou équivalent ou • RGE Etudes solaire thermique ; ou équivalent <p>NB : Pour des installations sur des serres agricoles, si ces bâtiments ont une consommation énergétique annuelle supérieure à 200 kWh/m², ils doivent avoir une performance énergétique minimale (calculée avec un outil de simulation adéquat de type Hortinergy ou équivalent). Leur coefficient de transmission thermique de la serre (ou coefficient Um - ramené au m² au sol pour l'ensemble des parois) ne doit pas dépasser 5.5 W/m².K pour les serres existantes. Pour mémoire les serres neuves sont exclues du dispositif qui ne concerne que la réhabilitation des bâtiments.</p>		
Chaudière biomasse inférieure à 1200 MWh	<p>Une aide financière peut vous être versée pour l'investissement dans une chaudière d'une production inférieure à 1200MWh par an alimentée par des granulés de bois ou plaquettes forestières.</p> <p>Le dimensionnement, calculé par l'installateur ou un tiers, de l'installation biomasse devra permettre de garantir un régime de fonctionnement élevé à la chaudière. Il est impératif d'éviter un fonctionnement à faible charge, ainsi que des phases de démarrage et d'arrêt de la chaudière fréquentes, phases où les performances au niveau énergétique et qualité de l'air sont dégradées. Il est très fortement recommandé d'avoir un nombre d'heure de fonctionnement à puissance nominale (Production Biomasse en kWh/an) / (Puissance Biomasse en kW) > 1 200 heures.</p> <p>Le rendement thermique à puissance nominale de la chaudière doit être supérieur ou égal à 85%.</p> <p>Pour les chaufferies dont la puissance biomasse est inférieure ou égale à 500 kW :</p> <p>Pour les installations de petites puissances, le matériel retenu devra être conforme au RÈGLEMENT (UE) 2015/1189 portant application de la directive 2009/125/CE en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux chaudières à combustible solide.</p> <p>Les générateurs d'air chaud direct devront respecter des valeurs limites d'émissions de 50 mg/Nm³ pour les poussières, de 500 mg/Nm³ pour les NOx et de 250 mg/Nm³ pour le CO à teneur en O₂ réelle. Ces performances seront à démontrer par la fourniture de PV d'essais en laboratoire.</p> <p>Pour les chaufferies dont la puissance biomasse est supérieure à 500 kW :</p> <p>Ces chaudières devront être équipées de système de filtration (filtre à manche ou électrofiltre) dans l'objectif de respecter les valeurs limites d'émissions suivantes : 50 mg/Nm³ pour les poussières, de 500 mg/Nm³ pour</p>	320	€/MWh

	<p>les NOx et de 250 mg/Nm3 pour le CO à 6% d'O2. Les générateurs d'air chaud direct devront respecter ces mêmes valeurs limites d'émissions mais à teneur en O2 réelle.</p> <p>Par ailleurs, l'ADEME exige que le bénéficiaire ait recours à des professionnels qualifiés reconnu par l'ADEME :</p> <ul style="list-style-type: none"> • RGE Travaux QUALIBOIS module eau ou • RGE Etudes solaire thermique <p>NB : Pour des installations sur des serres agricoles, si ces bâtiments ont une consommation énergétique annuelle supérieure à 200 kWh/m², ils doivent avoir une performance énergétique minimale (calculée avec un outil de simulation adéquat de type Hortinergy ou équivalent). Leur coefficient de transmission thermique de la serre (ou coefficient Um - ramené au m² au sol pour l'ensemble des parois) ne doit pas dépasser 5.5 W/m².K pour les serres existantes. Pour mémoire les serres neuves sont exclues du dispositif qui ne concerne que la réhabilitation des bâtiments. Enfin, le planning de mise en culture devra permettre de limiter le chauffage des serres sur les mois de janvier et février à une consigne maximum de 15°C.</p>		
Création ou extension d'un réseau de chaleur ou de froid	<p>Une aide financière peut vous être versée pour la création ou l'extension d'un réseau de chaleur alimenté à plus de 65% par une nouvelle production d'énergie renouvelable.</p> <p>L'aide apportée est calculée au prorata de la longueur du réseau (aller + retour/2).</p> <p>Le raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur peut également donner droit à des Certificats d'économie d'énergie.</p>	340	€/mètre linéaire

Mes actions liées à l'économie circulaire et la gestion des déchets			
Etat des lieux et proposition pour trier les déchets de bois, papier/carton, métaux, verre et plastiques ainsi que	<p>Une aide financière peut vous être versée pour réaliser un état des lieux et proposer des recommandations afin d'améliorer le tri des déchets valorisables de bois, papier/carton, métaux, verre et plastiques ainsi que les fractions minérales et le plâtre pour le secteur du BTP.</p> <p>Cette aide forfaitaire ne peut être accordée qu'à des entreprises ou des regroupements d'entreprises dont les déchets sont collectés par le service public et dont le volume total de déchets produits est inférieur ou égal à 1100 l/semaine (seuil réglementaire).</p>	3000	€

les fractions minérales et le plâtre	Elle vise à promouvoir la collecte à la source des déchets de bois, papier/carton, métaux, verre et plastiques (Décret n° 2016-288 du 10 mars 2016 "Obligation de mettre en place le tri 5 flux") ainsi que les fractions minérales et le plâtre pour le secteur du BTP (Art. 74 de la loi AGECE).		
Analyse de process pour la prévention des déchets (méthode Comptabilité des flux de matière)	<p>Une aide financière peut vous être versée pour réaliser une étude suivant la méthode de comptabilité des flux de matière.</p> <p>Les entreprises considèrent en général que le coût des déchets se limite aux coûts des prestations extérieures pour collecter et traiter ces déchets. Un déchet génère pourtant d'autres coûts pour l'entreprise, généralement méconnus car diffus et cachés, en particulier le coût de génération du déchet (coût de la matière première qui devient un déchet et coûts du processus qui lui est affecté).</p> <p>Ainsi, en moyenne, la facture de gestion des déchets représente moins de 7 % du coût complet de leurs déchets.</p> <p>La méthode de Comptabilité des Flux de Matières (Material Flow Cost Accounting, MFCA ISO 14051) permet d'identifier et de quantifier les flux et stocks de matières ainsi que les coûts associés. Cette méthode cible tous les flux qui ne contribuent pas à la réalisation du produit final ; elle impute à ces flux tous les coûts s'y rapportant. De cette façon, la méthode MFCA permet de calculer avec précision et fiabilité la répartition des coûts de production entre produits et déchets dans l'objectif de réduire ses pertes et réaliser des économies.</p>	5000	€
Diagnostic pour réduire les emballages ou remplacer des emballages plastiques par d'autres	<p>Une aide financière peut vous être versée pour financer un diagnostic devant servir à la réduction des emballages et le remplacement des emballages plastiques. Ce diagnostic consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La réalisation d'un état des lieux des emballages utilisés et des fonctionnalités auxquelles ils doivent répondre ; - La proposition et priorisation d'actions d'écoconception envisageables. Ces actions portent en particulier sur la réduction des emballages, la mise en place de systèmes de réemploi, l'amélioration de la recyclabilité et la substitution du plastique à usage unique par d'autres matériaux. <p>L'aide prend en compte le coût d'un consultant externe et les frais en interne pour rassembler la documentation nécessaire sur les emballages utilisés et les fonctionnalités attendus. Les coûts internes ne doivent pas dépasser 50% des coûts externes.</p> <p>Vous acceptez alors d'être contacté par l'ADEME pour partager votre diagnostic, dans le respect de la confidentialité de vos données.</p> <p>Pour aider à la réalisation : « recommandations pour réaliser un diagnostic emballage » téléchargeable dans la médiathèque sur https://librairie.ademe.fr/dechets-economie-circulaire/4339-recommandations-pour-un-diagnostic-emballage.html</p>	5000	€

Bilan des matières entrantes dans et sortantes de l'entreprise (méthode Bilan matière)	<p>Une aide financière peut vous être versée pour couvrir les coûts de réalisation d'un Bilan de toutes les matières entrant et sortant de votre entreprise.</p> <p>Cette mesure s'adresse aux entreprises industrielles de transformation, le Bilan Matière vous permet de préciser vos enjeux en rapport avec les matières que vous utilisez : vulnérabilité et risques à anticiper sur l'ensemble de votre chaîne de valeur (fournisseurs, approvisionnement, qualité). Le bilan vous permettra également de réduire les consommations de matières premières et donc de réaliser des gains économiques et d'améliorer vos performances.</p>	7000	€
Récupération des eaux de pluie	<p>Une aide financière peut vous être versée pour couvrir les coûts d'achat de cuves d'au moins 10m³, pour récupérer les eaux de pluie de votre bâtiment existant.</p> <p>Ces cuves doivent être enterrées et associées à un système de filtration en amont et de gestion des surpressions en aval.</p>	2500	€/cuve de 10 m3
Compacteurs mécanique (cartons, plastiques, textiles et toutes autres matières valorisables...) et/ou broyeurs de végétaux	<p>Une aide financière peut vous être versée pour couvrir les coûts d'achat d'outils de densification de déchets dont le volume important rend l'entreposage dans l'attente de leur enlèvement peu compatible avec la place disponible. Pour les végétaux, un broyeur peut également permettre leur valorisation sur place en paillage</p> <p>L'objectif est d'améliorer la qualité des déchets adressés dans les filières de recyclage matière afin de réduire les refus des recycleurs et, pour les végétaux, de réduire le volume à transporter en déchèterie.</p> <p>A noter : l'ADEME n'accepte pas de projet avec un seul compacteur mécanique.</p>	4000	€
Préparation des biodéchets : mise en place du tri, pré-collecte, formation du personnel, signalétique	<p>Une aide financière peut vous être versée pour financer les équipements utiles en amont de la phase de traitement des déchets de cuisine et de table à savoir : les tables de tri, la formation du personnel au nouveau geste de tri, la signalétique, les éventuelles adaptations des locaux et les bacs de tri (du bioseau à la caisse palette en passant par le bac de collecte classique).</p> <p>Cette aide est destinée aux entreprises produisant moins de 10 t/an de biodéchets (seuil réglementaire).</p>	6000	€

Composteur en bac pour biodéchets	<p>Une aide financière peut vous être versée pour financer un composteur en bac.</p> <p>Le composteur en bac est un équipement individuel ou collectif destiné au compostage des biodéchets. Il est généralement constitué d'une ossature en bois ou en plastique, munie d'un couvercle ainsi que d'une grille anti-rongeurs (recommandations ADEME). Il doit permettre l'apport de broyat, le brassage régulier du tas en cours de compostage (ventilation) afin de permettre la production d'un compost de qualité. La capacité du site de compostage doit être corrélée à la production de biodéchets.</p> <p>Pour davantage de conseils se référer aux documents suivants :</p> <p>Le compostage et le paillage : https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/guide-pratique-compostage-et-paillage.pdf</p> <p>https://agirpourlatransition.ademe.fr/particuliers/maison/jardinage/compost-a-faire-tas-bac</p> <p>L'aide de l'ADEME est destinée aux entreprises produisant moins de 10 t/an de biodéchets (seuil réglementaire).</p>	100 à 2000	€/bac ou €/pavillon
Pavillon de compostage pour biodéchets	<p>Une aide financière peut vous être versée pour financer un pavillon de compostage.</p> <p>Le pavillon de compostage est un équipement individuel ou collectif destiné au compostage des biodéchets. Il est généralement constitué d'un chalet en bois, compartimenté en 2 parties distinctes fermées appelées « casiers ». A côté de cette partie fermée, un emplacement est dédié au stockage du broyat végétal à mélanger avec les biodéchets afin d'obtenir le meilleur mélange possible et la production d'un compost de qualité. La capacité du site de compostage doit être corrélée à la production de biodéchets.</p> <p>Pour davantage de conseils se référer aux documents suivants :</p> <p>Le compostage et le paillage : https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/guide-pratique-compostage-et-paillage.pdf</p> <p>L'aide de l'ADEME est destinée aux entreprises produisant moins de 10 t/an de biodéchets (seuil réglementaire).</p>		
Acquisition d'emballage ou de contenants réemployables en substitution du plastique à usage unique	<p>Une aide financière peut vous être versée pour l'acquisition d'emballages ou de contenants réemployables en substitution d'emballages ou contenants en plastique à usage unique.</p> <p>Ces emballages ou contenants réemployables doivent être recyclables*.</p> <p>Par ailleurs un système de réemploi de ces emballages ou contenants doit être fonctionnel (incitation au retour/collecte/lavage). Le bénéficiaire accepte de transmettre, sur demande de l'ADEME, une description du système de réemploi mis en place.</p>	5000	€

	<p>Les bénéficiaires sont les entreprises des secteurs de la restauration (code NAF 56), du commerce (code NAF 47) et de la fabrication de boissons (code NAF 11).</p> <p>Si vous avez des projets complexes concernant le réemploi d’emballages ou de contenants nécessitant un investissement important, nous vous suggérons de déposer une demande d’aide dans le cadre du programme :</p> <p>https://agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/dispositif-aide/aides-reemploi-reduction-substitution-emballages-contenantsnotamment-plastique-a</p> <p><i>* Toutes les solutions d’emballages ou de contenants proposées dans les projets doivent être recyclables. Dans le cadre de l’instruction du présent dispositif d’aide de l’ADEME, sont considérés comme recyclable les emballages ménagers relevant des matériaux :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - verre, papier carton, métaux, - plastiques dans les cas suivants : PET, PE souple ou rigide, PP rigide - ainsi que les filières de recyclage encore en développement : rigides en PS, bois et liège <p><i>De plus, seuls les emballages ne faisant pas l’objet d’un malus sont éligibles. (Voir page 10 du document Citéo « Le tarif 2021 pour le recyclage des emballages ménagers », https://bo.citeo.com/sites/default/files/2021-02/2021027-Citeo_Grille%20tarifaire_Tarif_2021.pdf)</i></p>		
--	---	--	--

Mes actions liées à l'écoconception et aux labélisations			
Premiers pas éco-conception	<p>Une aide financière peut vous être versée pour financer un professionnel de l’éco-conception pour vous sensibiliser ou vous former à la démarche. Il s’agit d’effectuer un premier bilan des enjeux de l’entreprise et commencer à élaborer une stratégie pour améliorer les performances environnementales des biens ou service que vous proposez.</p> <p>La mise en œuvre de la norme ISO 14 001:2015, pour la partie « intégration de la perspective du cycle de vie », est éligible à ce soutien.</p> <p>Pour estimer le coût total de l’opération, vous pouvez prendre en compte les coûts externes ainsi que les coûts internes à l’entreprise. Les coûts internes ne doivent pas dépasser 50% des coûts externes.</p>	5000	€

<p>Mise en œuvre d'un affichage environnemental pour les produits et services de l'entreprise</p>	<p>Une aide financière peut vous être versée initier une démarche d'affichage environnemental et financer le calcul (en interne ou en externe) des notes représentant l'impact environnemental de vos produits ou services et l'afficher. Les coûts internes ne doivent pas dépasser 50% des coûts externes.</p> <p>La note sera calculée selon le format Impact Environnemental[®] déposé par l'ADEME. Il s'agit d'appliquer le socle technique de l'affichage environnemental et les différents référentiels disponibles (http://www.base-impacts.ademe.fr).</p> <p>Les secteurs pouvant bénéficier de ces aides à l'affichage environnemental sont ceux disposant d'un référentiel opérationnel, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Textile / habillement - Ameublement/meubles meublants - Hôtels <p>Pour les produits de construction et les équipements du bâtiment, une aide financière peut également être versée pour la réalisation d'une ACV et d'une Fiche de Déclaration Environnementale et Sanitaire (FDES) individuelle réalisée conformément à la norme NF EN 15804 +A1 /CN ou d'un Profil Environnemental Produit (PEP) individuel réalisé conformément à la norme NF XP C08-100-1 et au PCR ed.3. Le dépôt dans la base INIES de la FDES ou du PEP sera obligatoire.</p> <p>Pour estimer le coût total de l'opération, vous pouvez prendre en compte les coûts externes ainsi que les coûts internes à l'entreprise. Les coûts internes ne doivent pas dépasser 50% des coûts externes.</p>	<p>8000</p>	<p>€</p>
<p>Dispositif de vérification externe de l'affichage environnemental</p>	<p>Une aide financière peut vous être versée pour qu'un délégataire de l'ADEME vérifie vos notes d'affichage environnemental que vous avez calculées avant leur affichage à destination du public. Cette aide est calculée pour chaque échantillon vérifié par un délégataire de l'ADEME.</p> <p>La liste des délégataires est disponible ici : https://www.ademe.fr/expertises/consommer-autrement/passer-a-l'action/reconnaitre-produit-plus-respectueux-lenvironnement/dossier/laffichage-environnemental/affichage-environnemental-deploiement-via-delegation-service-public</p>	<p>3000</p>	<p>€/référence</p>

<p>Mise en œuvre de l'Ecolabel Européen sur les produits ou les services de l'entreprise</p>	<p>Une aide financière peut vous être versée pour entreprendre une démarche visant l'obtention de l'Ecolabel Européen pour les produits ou services de votre entreprise.</p> <p>L'objectif est de faciliter la diffusion de l'Ecolabel Européen, qui implique l'écoconception des produits et services qui y sont associés.</p> <p>Il s'agit d'appliquer le socle technique de ce label en se basant sur les référentiels (https://ec.europa.eu/environment/ecolabel/products-groups-and-criteria.html) en vue de l'obtention du label.</p> <p>Les secteurs pouvant bénéficier de ces aides à l'Ecolabel européen sont ceux disposant d'un référentiel opérationnel, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chaussures / Textile - Détergents - Lubrifiants - Matelas /Produits d'ameublement - Papier graphique, imprimé, produits de papeterie et sacs en papier - Papier hygiénique, papier de cuisine et autres produits en papier absorbant à usage - Peintures et vernis (intérieur et extérieur) - Produits cosmétiques - Produits de protection hygiénique absorbants - Revêtement sol bois, liège et bambou et sols durs - Services hébergement touristique - Supports culture (Milieux de culture et amendements pour sols) - Services de nettoyage <p>Pour estimer le coût total de l'opération, vous pouvez prendre en compte les coûts externes ainsi que les coûts internes à l'entreprise. Les coûts internes ne doivent pas dépasser 50% des coûts externes.</p>	<p>12000</p>	<p>€</p>
<p>Certification ecolabel européen de produits ou service</p>	<p>Une aide financière peut vous être versée pour couvrir les coûts de certification de vos produits pour obtenir l'Ecolabel Européen (instruction, audit et frais de déplacement associés).</p> <p>Les secteurs pouvant bénéficier de ces aides à l'Ecolabel européen sont ceux disposant d'un référentiel opérationnel, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chaussures / Textile - Détergents - Lubrifiants - Matelas /Produits d'ameublement 	<p>2000</p>	<p>€/produit ou service</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Papier graphique, imprimé, produits de papeterie et sacs en papier - Papier hygiénique, papier de cuisine et autres produits en papier absorbant à usage - Peintures et vernis (intérieur et extérieur) - Produits cosmétiques - Produits de protection hygiénique absorbants - Revêtement sol bois, liège et bambou et sols durs - Services hébergement touristique - Supports culture (Milieux de culture et amendements pour sols) - Services de nettoyage 		
Accompagnement à la labellisation Numérique responsable	<p>Une aide financière peut vous être versée pour vous accompagner à l'obtention du label Numérique responsable.</p> <p>Ce label, délivré par l'institut du numérique responsable, vise à réduire l'empreinte sociale, économique et environnementale du numérique. L'objectif est de sensibiliser aux impacts des services numériques et de mettre en œuvre des actions d'amélioration continue et de bonnes pratiques pour diminuer ces impacts.</p> <p>Pour estimer le coût total de l'opération, vous pouvez prendre en compte les coûts externes ainsi que les coûts internes à l'entreprise. Les coûts internes ne doivent pas dépasser 50% des coûts externes.</p>	3000	€

**l'aide ne dépassera pas 80% du montant des investissements sauf pour l'isolation, la ventilation et la gestion technique des bâtiments, où elle sera limitée à 40%

